

AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 21 / PRINTEMPS 84 / 15 F

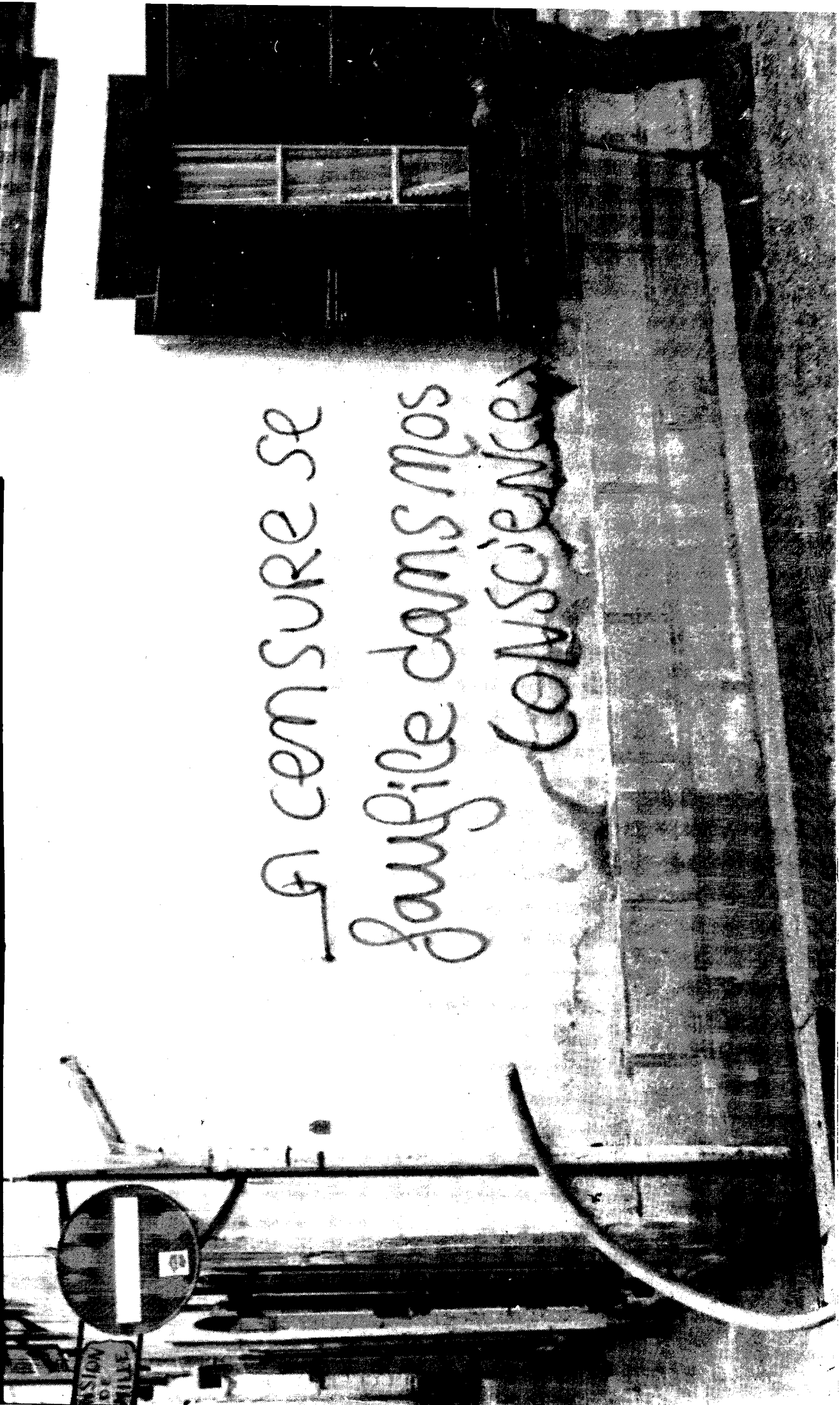
**ACIER :
MAIN BASSE
SUR LES
PROFITS**



**... comme un parfum de déroute
... dans un printemps chagrin**

LA CENSURE SE

GAUFRIT DANS NOS
CONSCIENCES



PLEINS FEUX
HEXAGONE
LIBRE SERVICE
SANS FRONTIÈRE
ARGUMENTS
NOTRE MÉMOIRE
COPYRIGHT
RUBRIQUES

PLEINS FEUX

4. *Qui es-tu E.T.A. ?*
6. *La sale guerre.*
7. *La mise aux enchères.*
8. *Violence, pile ou face.*

HEXAGONE

9. *Sidérurgie : Place au profit !*
10. *Symbiose : La censure parachutée.*

LIBRE SERVICE

13. *Chomsky : Le temps des planificateurs.*



SOMMAIRE

RÉDACTION

Directeur de publication : Solon Amoros
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

Correspondance : Agora, BP 1214, 31037 Toulouse Cedex

Permanence téléphonique :
 les vendredis de 18 à 20 h
 au (61) 59.24.01

TECHNIQUE

Composition : Scot CARACTERES, 16 impasse Bélou 31200 Toulouse. Tél. (61) 23.96.75

Imprimerie : SACCO, 10, rue Gazagne 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.03.30

Façonnage : M.D.P. 10 bis, rue des Teinturiers, 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.12.48

ABONNEMENTS

Prix du numéro : 15 F.
Abonnement : 5 numéros - 70 F
 (Etranger, TOM-DOM : 85 F
 Par avion : 105 F)

Abonnement de soutien : 100 F et plus.

Pour tout versement : Agora, CCP 3-716-17-Y Toulouse

Commission Paritaire : 62 601
 I.S.S.N. : 0245-3630
 Dépôt Légal : avril 84

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Julien Dreux, Jean-Louis Nadar, CISIA, Solon Amoros, Tony Alvarez, CIRA, Galerne, Violette Marcos, Gr. Pedro Nolasco Arratia, Banshee, Comunidad, D.D., El Horia, Claude Ariso, Paul Astin, Juanito Marcos, Trempas, Michel Auvray, Julie Desgranges, et les copains et copines de la Scot Caractères, de l'Imprimerie Sacco et de l'Atelier de Façonnage M.D.P. A tous, merci.



SANS FRONTIÈRE

16. *C.N.T. : Barcelone, bruit et fureur.*
18. *Chile ! Chile ! Chile !*

ARGUMENTS

20. *Ragon : L'ordre règne en Vendée.*
22. *Cinéma : L'ouvreuse et le libertaire.*

NOTRE MÉMOIRE

24. *Il y a 10 ans... le M.I.L.*

COPYRIGHT

30. *Guerre et Paix indiennes au Nicaragua.*
32. *Miskitos - Sandinistes : Le conflit.*
34. *Le temps de la réconciliation ?*

RUBRIQUES

27. *Case libre ;*
28. *Kiosque ;*
34. *Mégaphone ;*
36. *Graffitos.*



QUI ES-TU E.T.A.



« **[REDACTED]** GRANDE victoire de la démocratie au Pays Basque du sud ! »

« Le peuple basque dit non au terrorisme ! »

« L'ETA condamnée par le suffrage universel ! »

Les journalistes, les politiciens de droite et de gauche, de France, de Navarre et d'Espagne se congratulent et crient bien fort que l'ETA a perdu les dernières élections qui se sont déroulées au Pays Basque du sud.

Tiens, l'ETA se présentait aux élections ? Et puis d'abord laquelle ? L'ETA militaire ou la politico-militaire ? Après un rapide coup d'œil sur la liste des participants aux élections, surprise, ni l'une ni l'autre ne se présentaient ?

— « Mais non ! C'est Herri Batasuna qui a perdu, c'est pareil ! ». Ah bon... Re-coup d'œil sur les résultats : Herri Batasuna a toujours 14 % et quelques brouettes, même pas 1 % de chute, le même nombre de députés qui refusent de siéger et, en plus, progression en nombre de voix.

Au secours ! **[REDACTED]**

MILITAIRE OU POLITIQUE

[REDACTED] DÈS les années 52-53, un petit groupe d'étudiants de Bilbao, issu du Parti Nationaliste Basque (PNV) se retrouve autour de la revue "Ekin". Puis le groupe s'enrichit de toute une jeunesse qui abandonne le PNV en raison de son immobilisme et des idées bourgeoises qu'il défend. En 1959, des membres de ce groupe fondent l'organisation "Euskadi Ta Askatasuna" (ETA).

Dans une Espagne franquiste marquée par la surexploitation du prolétariat et une répression féroce des luttes, l'ETA se fait vite remarquer par son activisme et progresse grâce à une synthèse qu'elle développe entre la lutte de libération nationale et la lutte pour l'émancipation des travailleurs.

Les options politiques de l'ETA sont, dès lors, très marquées par le marxisme-léninisme (parfois maoïste, trotskiste et même stalinien). Commence alors une longue série de scissions lors des assemblées qui opposent toujours les tendances marxistes très organisées qui

souhaitent abandonner la lutte armée pour se reconvertir en parti et les "etarras" qui pensent que seule la **[REDACTED]** fera évoluer la situation.

L'ETA sera donc, à travers ses différentes scissions, à l'origine d'à peu près tous les groupes, partis et syndicats d'extrême-gauche au Pays Basque (voir organigramme).

L'avant-dernière scission de l'ETA, en 1974, donnera l'ETA politico-militaire qui se définit officiellement marxiste-léniniste et l'ETA militaire qui est, certes, marxiste mais plus difficile à définir car plus hétéroclite.

REPENTIS ET JUSQU'AUBOUTISTES

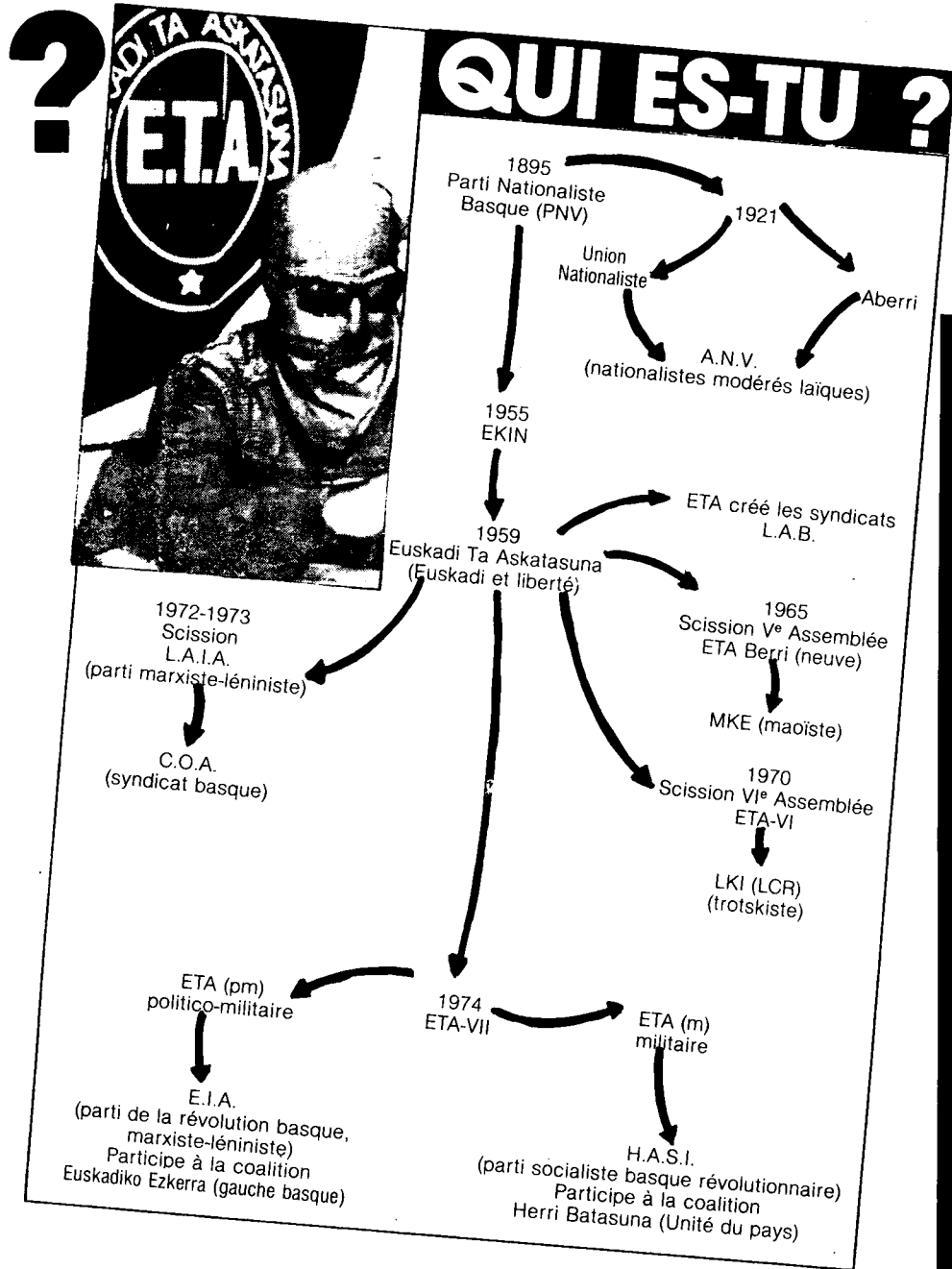
L'ETA (pm) essaiera alors d'imposer de front des mouvements de masse et la lutte clandestine (en particulier le racket des industriels) ce qui entraînera une quantité impressionnante d'arrestations parmi ses membres.

Décapitée par la répression et fortement tentée par les facilités données aux repentis, l'ETA (pm) s'est scindée en une ETA VII^e Assemblée qui a décidé en 82 d'abandonner la lutte armée et de s'auto-dissoudre et une ETA VIII qui continue la lutte clandestine.

Les membres de l'ETA VII se sont en majorité reconvertis dans l'EIA parti qu'elle créa pour avoir un porte-parole légalisé et plus apte pour organiser des mouvements de masse. L'EIA participe maintenant à la coalition Euskadiko Ezkerra qui représente environ 5 % des voix aux élections.

[REDACTED] des divergences. Une partie souhaite abandonner la lutte armée, une autre voudrait rejoindre l'ETA (m) et soutenir l'alternative KAS, une troisième enfin désire poursuivre la lutte armée en gardant son identité propre.

Par contre, l'ETA militaire, comme son nom l'indique, s'embarrasse peu de théories et a réduit son appareil politique au minimum. Sa stratégie : une pression terroriste constante, en particulier contre les forces armées



"L'ALTERNATIVE K.A.S.

Herri Batasuna est une coalition regroupant : HASI, LAIA, ANV, des associations de quartiers (ASK...), quelques syndicats (dont LAB), des collectifs divers et des individus. Son programme, l'Alternative KAS, contient les points suivants :

1. Instauration des libertés démocratiques sans restrictions.
2. Amnistie totale.
3. Dissolution des corps répressifs, des juridictions spéciales et jugement des responsables de la répression.
4. Amélioration des conditions de vie et de travail des masses populaires et particulièrement de la classe ouvrière.
5. Reconnaissance de la souveraineté nationale d'Euskadi.
6. Instauration immédiate et à titre provisoire d'un régime d'autonomie pour Euskadi-Sud comportant les points suivants :

- a) Inclusion de la Navarre.
- b) Bilinguisme.
- c) Renforcement des liens entre Euskadi-Nord et Euskadi-Sud au-delà des frontières étatiques.
- d) Consolidation du processus d'intégration des immigrés.
- e) Instauration d'une démocratie syndicale autonome et directe.
- f) Promotion d'une gestion démocratique autonome et directe des communautés locales.

g) En règle générale, application d'un niveau très élevé d'autonomie sur les plans exécutif, législatif, judiciaire, économique et adoption de mesures garantissant un processus de contrôle de l'économie, démocratique et anti-oligarchique.

Une économie qui devra être au service du peuple basque (nationalisation des secteurs de base de l'économie, socialisation des secteurs urbains et industriels).

7. Constitution, dans le cadre d'un tel statut, d'un Gouvernement Provisoire composé des forces démocratiques basques désirant y participer.

8. Toutes ces réalisations ne pourront être effectuées que dans le cadre du mouvement populaire luttant pour rompre définitivement avec tout résidu du franquisme.

espagnoles. Mais aussi, avec succès, il faut le reconnaître, contre la centrale nucléaire de Lemoniz qui semble définitivement arrêtée.

L'ETA (m) ne reste tout de même pas insensible à toute expression légale puisqu'elle a impulsé la création de HASI, parti dont l'objectif principal est de remplacer l'Etat bourgeois par un Etat socialiste basque.

Toutefois, aux côtés de HASI, quelques libertaires et un certain nombre de groupes ou partis gauchistes, syndicats, collectifs et associations de quartiers se retrouvent au sein de la coalition Herri Batasuna, présente aux dernières élections avec, pour programme, l'alternative KAS (voir encadré).

Mais si l'ETA (m) soutient le programme politique de Herri Batasuna, il ne faut pas en conclure qu'il y a accord parfait entre les deux organisations. En effet, une partie de Herri Batasuna, en particulier la sensibilité libertaire, reproche à l'ETA (m) d'agir parfois sans tenir compte de certaines décisions prises par des ouvriers lors de luttes et de se comporter ainsi en une avant-garde du prolétariat.

Comme on le voit, Herri Batasuna est loin d'être un simple appendice de l'ETA (m) comme on voudrait le faire croire, et il serait tout aussi osé de tirer des conclusions hâtives (quand elles ne sont pas clairement mensongères) des dernières élections.

Tempas

LA SALE GUERRE



6

POUR Madrid, le départ ne fut pourtant pas très encourageant. Gouvernement et services spéciaux — que les socialistes, dans leur infinie bonté, ont totalement remis entre les mains de la très réactionnaire Garde Civile — décidaient, début octobre 83, une première action. Il s'agissait d'organiser un contre-enlèvement afin de proposer à l'ETA un échange avec le capitaine Martin Barrio. On sait aujourd'hui le fiasco de l'opération menée, à Hendaye, par les policiers de l'antigang de Barcelone. On connaît beaucoup moins, par contre, la prometteuse déclaration faite à Bilbao, lors des funérailles de Martin Barrio, par un représentant du gouvernement : « Ce qu'ils ont fait à Bilbao, nous le ferons à Bayonne ».

Le 28 octobre, Gonzalez consultait le leader de l'opposition Fraga et recevait son soutien pour un changement de méthodes et de personnel. Madrid semble avoir hésité, un temps, entre trois options : l'embauche de spécialistes étrangers, la "mise en clandestinité" de policiers ou l'utilisation des unités d'élite de la Garde Civile. Tout semble indiquer que, pour l'heure, c'est cette dernière solution qui a été retenue.

Les jeunes tueurs d'élite camouflés derrière l'étiquette GAL ont déjà à leur actif 7 assassinats de réfugiés basques en Euskadi-nord. Si l'on

excepte l'assassinat du Français J.-P. Leiba visiblement commandité par un industriel de San Sébastian, les autres "éliminations" ont été menées de main de maître jusqu'à l'explosion de la voiture de Bayonne, suite à un maniement maladroit d'une bombe, dont la victime serait, dit-on, du GAL... Son âge, sa maladresse et la présence d'explosifs jusque-là inutilisés par les GAL jettent un doute. Car les tueurs du GAL sont jeunes. Ils proviendraient des équipes spéciales créées par le ministre socialiste de l'Intérieur Barrio-nuevo. Equipes qui sont dirigées par le lieutenant-colonel de la Garde Civile et chef du Cabinet des Opérations Spéciales (sic) Guillermo Ostos. Tout comme ce dernier, qui s'est rendu l'été dernier en Israël pour étudier les méthodes du MOSSAD, les fondateurs de l'agence madrilène de sécurité servant de base au GAL, ex-flics ayant opéré en Euskadi, ont également été formés en Israël. Ce pays est aussi celui qui a entraîné les unités d'élite de la Garde Civile, grâce au savoir-faire de deux militaires du MOSSAD, spécialistes d'antiterrorisme : Isaac Auner et Samuel Rogelio. Curieusement, ces deux Israéliens ont tenu force réunions ces derniers mois avec les patrons de l'agence madrilène de sécurité...

Le but du GAL est double et correspond très exactement aux sou-

LE terrorisme des fascistes, agissant pour leur compte (bien que les services spéciaux aient su en utiliser hommes et sigles) s'est caractérisé par l'apparition de commandos aux noms multiples intervenant, généralement, en territoire espagnol. Mais il faut le distinguer de la « guerre sale » en soi, caractérisé par des opérations en France et qui a connu trois étapes différentes.

La première, couvrant les années 70-75, était l'œuvre de policiers de la Brigade Politico-Sociale épaulés, de temps à autres, par des terroristes professionnels du fascisme italien. L'arrestation de plusieurs flics espagnols par leurs collègues français et l'élimination de deux inspecteurs capturés par l'ETA conseillèrent, à la mort de Franco, un changement de personnel.

Le nouveau réseau, créé dès 76, par le chef du Département de Recherche sur le Terrorisme, Andrés Gomez Margarida et le chef, à l'époque, de Fuerza Nueva de Biscaye, Juan Ignacio Ramos, reposait sur des membres du Milieu français ayant eu un passé OAS. Ainsi, de 76 à 82 se sont succédé au moins une douzaine d'attentats mortels en France. Un procès tenu à Pau en décembre 82 permit de révéler que ce réseau était composé, en bonne partie, de juifs pieds-noirs liés aux services secrets israéliens. Ils étaient recrutés à partir d'une base située à Alicante où, depuis l'indépendance algérienne, fonctionne une très active mafia pieds-noirs autour des frères Gilbert et Clément Perret. Ces deux derniers étant, à leur tour, en contact avec le super-flic Conesa et le chef du Commandement Unique Antiterroriste Ballesteros, responsable officieux du fameux Bataillon Basque Espagnol...

Avec les socialistes au pouvoir s'ouvre la 3^e phase de la « guerre sale ».

haits de Madrid : éliminer, un à un, les principaux responsables de l'ETA (m) et créer dans les Pyrénées-Atlantiques un climat d'insécurité pour contraindre Mitterrand à céder aux exigences de Gonzalez. A savoir, apporter une réponse strictement policière à un problème fondamentalement politique. Et pour ce faire, tout comme ses prédécesseurs, l'actuel gouvernement espagnol est prêt à faire flèche de tout bois.

Reste à savoir si, une fois leur mission accomplie, les socialistes espagnols pourront retirer à la Garde Civile les énormes pouvoirs discrétionnels et parallèles qu'ils lui ont accordés. L'arrogance des GEO (le GIGN espagnol) agissant cette fois sous leur vrai nom en territoire espagnol, lors du carnage contre 5 membres des Commandos Autonomes à la fin mars permet d'en douter.

Miguel LINARES

AVEC l'arrivée des socialistes au pouvoir à Madrid, on l'espérait mise de côté au profit d'une solution politique. L'automne dernier, Felipe Gonzalez décidait de relancer la « guerre sale ». La voici donc aujourd'hui dans sa version socialiste...

LA MISE AUX ENCHÈRES



LA collaboration franco-espagnole dans la chasse aux réfugiés basque ne date pas d'hier. Pas plus que les petits coups de pouce de la police française à leurs collègues d'outre-Pyrénées (voir encadré). Déjà, sous Pompidou, l'ETA avait été interdite en territoire français. Avec l'arrivée de Giscard, les gestes de "bonne volonté" furent fréquents. Mais les choses s'aggravèrent très nettement lorsqu'en 1979, prétextant l'existence d'un régime démocratique en Espagne, le gouvernement français décrétait la fin du statut de réfugié politique pour les ressortissants de l'Etat espagnol. Cette même année, Giscard allait accorder l'extradition de 7 réfugiés qui iraient faire un séjour en hôpital des suites des tortures infligées dans les commissariats de la "jeune démocratie espagnole".

Le 10 mai 1981 fit renaître, l'espace de quelques semaines, un espoir, vite estompé par le formidable cafouillage interministériel du printemps. A un Mauroy déclarant qu'aucune des extraditions de Basques de l'ETA ne serait accordée, répondait un Cheysson affirmant, au contraire, que chaque demande serait examinée cas par cas... Et si Defferre provoqua un véritable tollé à Madrid en reconnaissant aux militants de l'ETA leur qualité de "combattants clandestins", notre ministre de l'Intérieur a pris un sacré tournant depuis. En effet, au lendemain de l'assassinat de deux réfugiés par le GAL, la police française effectuait une rafle dans les Pyrénées-Atlantiques. Non pas à l'encontre des tueurs dépêchés par Madrid, mais contre leurs victimes potentielles. En janvier dernier, 9 réfugiés étaient expulsés en direction de l'Amérique Latine et 6 autres assignés à résidence au nord de la Loire. Plus récemment, Defferre décrétait l'interdiction des départements frontaliers aux réfugiés basques. Il ne s'agit, hélas, pas d'une mesure "humanitaire" visant à les

PETITS TUYAUX ET COUPS DE POUCE

LA collaboration policière franco-espagnole se porte bien, merci. Déjà, sous Giscard, une fuite l'avait révélé. En effet, les résultats d'une enquête des RG sur deux réfugiés basques résidant en banlieue parisienne avaient été communiqués aux Espagnols. Et quinze jours après, les deux « suspects étaient assassinés à Paris, par le fameux Bataillon Basque Espagnol dont le chef officieux n'était autre que Manuel Ballesteros, responsable, à l'époque du Commandement espagnol de Lutte contre le Terrorisme (MULC).

Les récentes révélations du « Canard Enchaîné » viennent confirmer la continuité de ces tuyaux sous

Mitterrand. En effet, les flics français ont, tout d'abord, découvert sur un ressortissant espagnol interpellé près de la frontière une liste de réfugiés basques établie par les RG. Mieux, le 14 décembre ils arrêtaient un ex-légionnaire français sur lequel on trouva pas moins de 43 photos d'identité de réfugiés avec leurs coordonnées au verso. Curieusement, ces photos ressemblent à s'y méprendre à celles que les réfugiés eux-mêmes avaient remises aux autorités françaises pour régulariser leur situation.

A croire que Francisco Alvarez, chef de la police de Bilbao et successeur de Ballesteros à la tête du MULC n'est pas plus mal loti que son prédécesseur. De là à penser qu'il jouerait vis-à-vis du GAL le même rôle que Ballesteros vis-à-vis du Bataillon Basque Espagnol...

COLLABORATION policière franco-espagnole. Geste de bonne volonté du gouvernement français. Felipe Gonzalez serait-il en passe d'obtenir de Paris ce que ne purent arracher ses prédécesseurs ? Tout semble l'indiquer. Mais à quel prix !

soustraire aux prochaines incursions du GAL. C'est le résultat de très fortes pressions exercées sur Paris depuis cet automne. Qu'on en juge : activisme du GAL ; convocations répétées de l'Ambassadeur de France à Madrid chez le Ministre espagnol de l'Intérieur ; voyage de Felipe Gonzalez à Paris ; déjeuner privé de Juan Carlos avec Mitterrand à l'Elysée ; pressions des Etats-Unis et de la RFA à la demande de Madrid...

Il est pourtant des mauvaises langues qui affirment que ces pressions n'y ont pas suffi et que Madrid a dû également recourir à un argument plus terre à terre. En effet, l'Etat espagnol doit dépenser quelque 130 milliards de pesetas pour l'achat de tanks. Déjà, constructeurs français, nord-américains et ouest-allemands se pressaient au portillon pour arracher la commande. Les experts espagnols de l'Armée de Terre ne semblent guère favorables à nos chars tricolores, mais Gonzalez serait tenté de remercier chaleureusement le "geste courageux" de notre Président au Pays Basque nord...

Paul ASTIN



VIOLENCE

PILE OU FACE

JAMBISATION, exécution d'un militant syndicaliste de l'UGT, exécution d'un sénateur socialiste... Les Commandos Autonomes Anticapitalistes font parler d'eux. Et on a souvent dit un peu n'importe quoi à leur sujet. Voici des extraits des deux seules interviews qu'ils ont accordées à la presse à ce jour.

« Ce qui nous définit c'est un profond anticapitalisme assembléiste, le rejet des conceptions élitistes et avant-gardistes ainsi qu'un fort sentiment nationaliste (...). On ne peut parler de rupture (avec Herri Batasuna) dès lors que nous n'avons jamais appartenu à H.B. Il existe des secteurs dans celle-ci qui sont proches de nous mais, en règle générale, les différences entre nos positions respectives sont claires depuis le début.

• Quelles sont vos origines ?

Le départ organisationnel des commandos peut se situer vers 1976. Quelques anciens membres du Front Ouvrier de l'ETA, des gens provenant des polimilis, des milis ainsi que des indépendants entamèrent alors, de façon coordonnée une série d'actions armées, actions que nous poursuivrons à l'avenir (...). Les commandos sont coordonnés, mais chacun a la totale liberté de choisir et d'expliquer ses actions. C'est-à-dire qu'il existe certaines caractéristiques qui nous sont communes, comme l'anti-capitalisme, l'antipartidisme et l'antisyndicalisme, mais rien d'autre. A titre individuel, certains d'entre nous pourraient se définir anarchistes, d'autres conseillistes ou autre chose encore (...).

• Par rapport à la lutte armée en Euskadi, quelle est votre position ?

Il est évident que nous pratiquons la lutte armée. Mais pour nous elle n'est qu'une partie de la lutte. Elle ne revêt ni un caractère prioritaire, ni secondaire, ni rien. Ce n'est qu'un élément de plus. Il se trouve que par un certain mimétisme quelques actions des commandos ont été très milis (...). Ce mimétisme nous a fait reléguer un type d'actions qui est plus proche de nos positions anticapitalistes (...) comme le sont les attentats contre les sièges des syndicats (qui soutiennent le pouvoir capitaliste (...)). Nous allons tenter d'élargir le champ de nos actions vers d'autres secteurs et professions qui soutiennent aussi et font fonctionner les actuelles structures du pouvoir comme par exemple le clergé, les médecins, etc. (...). Nous pensons qu'il faut globaliser les actions en les plaçant dans un même contexte anticapitaliste. C'est pourquoi, contrairement aux milis qui n'agissent jamais contre le police autochtone si elle ne mène pas des actions répressives contre la gauche nationaliste, nous, nous le ferons car la police basque représente le capital basque, notre ennemi (...).

• On a souvent dit que les Commandos Autonomes ne sont qu'un appendice utilisé par l'ETA militaire pour ses « sales besognes »

Nous en avons plus que marre de cela. Nous n'avons rien à voir avec l'ETA militaire. Nous ne soutenons ni l'ETA militaire ni aucune autre ETA (...). Nous nous opposons à tout type de délégation et de dirigisme. Nous nous opposons, par conséquent à l'existence de l'Etat, y compris de cet Etat basque et socialiste qu'eux proposent. Organisationnellement, nous rejetons aussi leurs schémas (...) nous soutenons l'auto-organisation des travailleurs afin que ce soit leur pratique même qui marque les étapes à suivre et non pas une avant-garde dirigeante et auto-proclamée ».

LA CNT D'EUSKADI ET LA VIOLENCE

POUR nous, le thème de la violence n'est pas réductible aux actes que l'on connaît comme terroristes ni aux agissements de policiers débordant le cadre de leurs attributions. La violence est présente dans toutes les manifestations de la vie sociale : chômage, conditions de travail, législation sociale et du travail, pression policière, interdiction de droits naturels, information tendancieuse... sont autant de formes de violence. La violence s'exerce quotidiennement dans les usines et les rues, dans les écoles et les supermarchés, depuis le Parlement et depuis les Ministères (...).

Dans le cadre d'une auto-défense ouvrière, il n'est pas douteux que la violence entre en jeu lors de situations conflictuelles, grèves, piquets contre les jaunes (...). Le degré de violence, que l'on tente de rendre la plus massive possible, est alors déterminé par l'intensité de la lutte elle-même.

Il conviendrait, toutefois, de faire une différence importante, aussi bien du point de vue éthique que stratégique, entre la violence exercée sur des choses et celle exercée sur des personnes. En cas de mort d'homme, le processus est irréversible et d'un point de vue éthique on joue avec l'être humain. Au niveau stratégique, ce type de violence est moins assimilable par le peuple et, toujours, beaucoup plus manipulable par le pouvoir.

Le problème de l'utilisation de la violence se pose, immanquablement, dès lors que des individus ou des organisations se spécialisent dans son application, toujours en marge des organisations de masse et de leurs luttes. Cette marginalisation, volontaire ou pas, est toujours un fait car la légalité en vigueur la provoque et la réprime à tout instant.

Nous sommes contre la conception de « branche armée » car nous considérons que toute organisation spécialisée sur ce thème finit par s'ériger en le pire des partis, avec des analyses et des intérêts qui lui sont propres et sont étrangers à ceux des travailleurs (...).

En fait, nous croyons qu'aujourd'hui la situation demande la consolidation de notre CNT en tant qu'organisation de masse et la création d'un mouvement libertaire large. Et ceci est à l'opposé d'un soutien à la violence des groupes spécialisés (...).

Ceci n'implique nullement que nous réduisions les possibilités de violence à celle de masse. En de nombreuses occasions, dans la lutte des classes, la violence individuelle ou de groupes réduits est nécessaire. Mais elle doit sortir du sein même des travailleurs, que ce soit de ceux qui sont directement impliqués dans un conflit ou que ce soit de ceux qui, solidairement, leur rendent service. Mais jamais elle ne doit aboutir sur la création de « branches armées » spécialisées (...).

(extraits des accords du 1^{er} Congrès de la CNT d'Euskadi, mai 81)



Bourguet Sepia

ACIER : MAIN BASSE SUR LES PROFITS

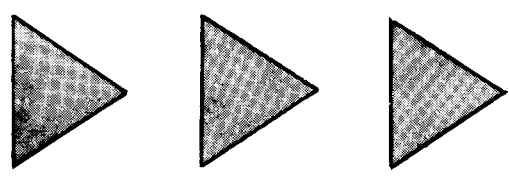
BON APPÉTIT !

1977 A Bruxelles la Commission des Communautés européennes décide d'un plan de restructuration de la sidérurgie. Il est confié à E. Davignon. En décembre, l'ARBED, trust de l'acier luxembourgeois, absorbe l'ensemble sidérurgique sarrois. Bilan : 10 000 travailleurs licenciés.

Quelques mois plus tard, le même ARBED fait main basse sur le bassin de Charleroi en Belgique.

Si, en 84, on fait le bilan des trois plans-acier qui se sont succédés, il est aisé de voir que le coût social est dramatique. Et au cours des deux prochaines années, il doit encore s'élever à 90 000 ou 100 000 suppressions d'emplois dans ce secteur en Europe.

Entre-temps, les profits des nouveaux maîtres de forge se seront reconstitués. Regroupés à l'intérieur d'une Entente (Eurofer), ils attendent, au chaud que l'affaire se tasse, que les gouvernements déblatent le terrain. Thyssen, Mannesmann, Krupp, Klöckner, Edelstahl, Arbed... ne sont pas pessimistes sur leur avenir.



SIDERURGIE, chantiers navals, charbonnages... Rentables ? Non rentables ? Le pouvoir et le CNPF ont tranché dans le vif et... dans le même sens. Avec, en prime, un coup de main de tous les experts de la CFDT.

SEULS millénarites, le PC et la CGT essaient encore de démonter, chiffres en main, que le productivisme a de beaux jours devant lui. Au total, cela nous donne d'abord de fastidieux débats, ensuite, un dénominateur commun : la nécessité pour tous de maintenir les profits. Et, au diable, la détresse humaine !

Une fois de plus, le libéralisme a fécondé le discours social-démocrate : les priorités patronales seront défendues bec et ongles. Jamais n'aura été aussi vrai le désormais lieu commun historique : « la droite n'aurait jamais pu le faire ».

LE BRANCHÉ ET LE RINGARD

LE discours ambiant, médiatisé par de multiples canaux, a réussi à créer un consensus. Même dans les luttes ouvrières renaissantes, celui-ci se fait sentir :

la crise du profit est devenue la crise de la société et nous serions tous responsables. Les données économiques, érigées au rang d'impératifs métaphysiques, fixent désormais les tabous de l'action sociale.

Comme tout discours religieux, il a ses images apocalyptiques (la tiers-mondialisation de l'Europe ou la guerre) ; ses actes de rédemption (la « solidarité » entre « nantis » et « non privilégiés ») et des évangélismes à la petite semaine. Montand diffuse le nouveau credo dans la vieille tradition droitière du « café du Commerce ». Serge July le suit, comme son ombre. Les voix porteuses du nouveau réalisme définissent le « branché » et le « ringard », nouvelles frontières des luttes sociales. Et, à Talbot comme en Lorraine, sur le terrain, la CGT et la CFDT incarnent les deux pôles (non homogènes) du nouveau « look » européen.

A l'acceptation parfaite des impératifs économiques par la CFDT, répond le productivisme nuancé de la CGT (voir Talbot et La Chapelle d'Albray). Celle-ci, n'hésita

d'ailleurs pas à qualifier de « bon plan » celui qui consistait à licencier 2 000 personnes à Tablot.

Cependant, il n'y a pas que les discours. Si celui de la centrale cédétiste (avec la montée du chômage, le recul des luttes offensives...) passe mieux dans les classes moyennes ; le prolétariat le plus touché par la crise se reconnaît davantage dans les slogans défensifs de la CGT. Il est difficile, pour celui-ci, dans les revendications avancées, de faire la part entre stratégie interne et options politiques. En effet, la défense à tout crin du vieux bastion sidérurgique, c'est aussi l'acceptation de la dépendance du Tiers-Monde. Mais, la CGT et le PCF qui, en 46, faisaient retoucher les manches à la classe ouvrière française, ont plus d'une incohérence à leur actif.

Face à la liquéfaction de ses effectifs, la CGT dans tous ses combats, est amenée à faire de sa propre survie un élément majeur de sa stratégie. Non que la CFDT soit à l'abri du même phénomène d'hémorragie militante. Les « nouvelles solidarités » préconi-



sées par les experts cédétistes n'ont pas rencontré l'écho espéré. Il est sûr que d'ici quelques années, droite ou gauche au pouvoir, ces deux syndicats se seront transformés tant quantitativement que qualitativement.

RETOUR AU CAPITALISME SAUVAGE

APRES Tablot, la Lorraine voit maintenant s'abattre sur elle la restructuration chère au patronat. Les socialistes et le PC ont retrouvé là, comme à d'autres moments, leurs alliés historiques.

Les circonstances sont certes exceptionnelles. Ce n'est rien de moins que la destruc-

tion entière d'une région qui est prévue. Car, derrière le train des 27 000 sidérurgistes licenciés, ce sont des milliers d'emplois vivant indirectement de la sidérurgie qui disparaîtront. En échange de ce carnage, un plan social auquel personne ne croit réellement. Les stages de formation ne serviront qu'à dégraisser la liste des chômeurs jusqu'aux prochaines élections : les créations d'emploi, l'expérience l'a déjà montré, toujours en Lorraine, ne feront pas appel aux anciens sidérurgistes.

Les seules à bénéficier de l'hécatombe, seront les entreprises, notamment étrangères, qui viendront pour un temps dans ces « zones franches » relancer leurs profits. Or, la mise en place de fabrication des nouvelles technologies crée peu d'emplois. La CFDT qui se veut parler le « langage de la vérité », et qui défend cette nouvelle manne, se garde bien de le souligner...

Dans la logique du capital, tout le monde s'est engouffré. Et dans cette logique-là, si on accepte que Fos ait été rentable en 78, ne le soit plus aujourd'hui, pour l'être à nouveau peut-être en 90... les licenciements actuels sont inéluctables.

« ZÉRO LICENCIEMENTS ! »

EN Lorraine, si la défense de l'emploi reste le mot d'ordre de toutes les luttes, il est à craindre que sa réalité ne soit, peu à peu, enterrée dans les grandes messes (style marche sur Paris). La division syndicale, le refus des centrales d'appeler à une grève générale tracent les limites de toute action. Il faut quand même rappeler qu'en 79, la CGT et la CFDT préférèrent écarter des militants actifs, voire exclure des sections locales (dont celle d'Union-Dunkerque) plutôt que de « risquer » une convergence des actions.

Mais, il y a plus. Comment avancer, si la seule revendication, en rupture avec la logique patronale et gouvernementale (le maintien de l'emploi) n'est que défensive, recroquevillée sur un « passé dépassé ». Dans le rapport de forces actuel, malgré la légitimité de cette revendication, elle a du mal à convaincre même ceux qui la soutiennent, dans la mesure où elle n'est pas porteuse de transformations sociales qui se situeraient en rupture avec l'engrenage du profit qui fait le chômage et l'exploitation.

En Lorraine, comme à Talbot, d'autres perspectives doivent apparaître : baisse massive du temps de travail ; remise en cause des choix économiques et en particulier de la notion de rentabilité... C'est à travers les luttes défensives qui s'annoncent que de telles perspectives peuvent se frayer un chemin. Une des dernières chances pour que le mouvement ouvrier évite le naufrage. Comme un pas en avant de la réflexion pour une autre société ?

Julie Desgranges

MENSONGES !

LE Syndicat de Lutte des Travailleurs Usinor-Dunkerque avait, l'an passé, dressé le bilan du plan de reconversion. Accablant !

- en 79 à Longwy : il était prévu des reconversions dans l'automobile. La réalité c'est que les 2/3 de ces emplois promis n'ont pas été créés.
- en 79 à Denain : ils ont créé avec les syndicats un comité de bassin pour des entreprises qui, aujourd'hui n'existent toujours pas. Là aussi, l'automobile devait embaucher des ouvriers, en réalité très peu d'emplois ont été créés.
- en 82 à Vireux : le plan de reconversion propose pour 800 personnes :
 - 30 places dans le groupe, 30 à Haute Rivière ;
 - 150 en formation (mais après la formation ?) ;
 - d'ici 85 : 200 créations d'emplois (mais ils ne disent pas où) ».
- En 83, à Longwy, 280 emplois ont été créés (dont 7 seulement sont occupés par d'anciens sidérurgistes).

Nous savons aujourd'hui que si 12 000 emplois de sidérurgistes ont été supprimés en 84, 20 à 27 000 au moins, subiront le même sort d'ici 87. En échange on peut parier que le gain de la région ne sera pas plus élevé que pour les plans précédents. A même logique, mêmes résultats.

SYMBIOSE : LA CENSURE PARACHUTEE

ALBI, petite ville cathare. Chef-lieu du Tarn. Ne rater pas sa cathédrale en briques roses : elle est célèbre. Autre célébrité plus récente : le général Cann, commandant le groupe parachutiste aéroporté intervenant tantôt au Tchad, tantôt au Liban. Dernière victime du général : la liberté d'expression. Circonstance atténuante : il avait des complices. Par exemple, un maire socialiste.



MEDIA

ALBI a aussi une longue tradition d'opposition à la militarisation. Juillet 81 : Charles Hernu annonce une éventuelle symbiose armée-éducation. Immédiatement, un collectif tarnais d'opposition est créé par des enseignants soutenus par le SGEN, l'Ecole Emancipée, la FOL, l'ICEM, les CEMEA, les Francas, la CSF... Le collectif interpelle Savary. En date du 19 août, ce dernier affirme aux Tarnais qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter et que, de toutes façons, rien ne se fera sans une large concertation... Naïveté ou mensonge ? Un mois après, le 23 septembre, le protocole d'accord armée-éducation est signé (1). Le collectif anti-symbiose repart de plus belle. Toutes les associations (auxquelles se sont joints le SNES, le GFEN et le SGEL) réclament l'abrogation pure et simple du protocole.

LORSQUE SOUDAIN... LE CLASH !

LYON, 8 et 9 octobre : réunion nationale des collectifs anti-symbiose. Bilans et projets, en particulier celui d'une semaine nationale d'actions. Des dates sont fixées : du 14 au 21 mars. Le Collectif tarnais s'engage dans la préparation et réunit les soutiens nécessaires : le SGEN, les CEMEA, la FOL, l'ICEM et l'Ecole Emancipée. Les autres organisations restent opposées au protocole, mais ne souhaitent pas s'engager au-delà.

Remue-Ménage et fièvres préparatoires : sont finalement retenus pour marquer la semaine des films-débats, une animation pour enfants, une pièce de théâtre et une exposition permanente. C'est celle-ci qui va tout déclencher. Elle se compose d'une présentation de documents officiels émanant des deux ministères concernés, de diverses prises de position approuvant ou condamnant le protocole d'accord, de coupures de presse relatant les applications pratiques de la symbiose, d'une rétrospective historique (avec notamment des documents sur les « bataillons scolaires »), d'une présentation de manuels scolaires truffés de propos militaristes, et, enfin, d'une panoplie de photos faisant le point sur la militarisation de l'enfance.

Dès février, le projet est soumis au Centre Culturel de l'Albigeois qui accepte

de prêter une partie de ses locaux pour les différentes manifestations prévues. Tout semble prêt, lorsque soudain... le clash !

Le mardi 13 mars, la veille de l'ouverture de l'expo, le directeur du Centre fait part aux organisateurs des remous suscités par la Semaine, mais ne pose aucun problème pour l'installation des panneaux que, tardivement, viendront « visionner » deux conseillers municipaux.

Le lendemain, coup de théâtre : le Bureau du Centre Culturel annonce au collectif l'interdiction de la Semaine dans les locaux du Centre. Motifs : l'expo serait contraire à l'article 3 des statuts (2), et des menaces auraient été faites qui mettraient en péril les locaux.

L'ÉCHELLE MOBILE DE L'EXPO

MAIS il en faut bien plus pour faire reculer le collectif albigeois. Ni une ni deux, celui-ci occupe les locaux. Le directeur fait fermer les portes d'accès à l'exposition. Le collectif anti-symbiose ouvre une des fenêtres, place une échelle qui permet un accès original pour la visite. La presse locale se met de la partie, photos de l'échelle à l'appui. Quant aux hautes sphères (Intérieur, Défense Nationale et Education), elles n'économisent pas le téléphone : dès le jeudi diverses associations opposées au protocole reçoivent des pressions de ces ministères.

Acculé, le C.A. du Centre Culturel se réunit en séance extraordinaire. Il propose enfin un compromis : trois salles avec entrée indépendante, les autres accès bloqués. Paule Laval, membre du C.A. et conseillère municipale fait remarquer qu'il faudra soumettre le projet au général Cann. Etonnant, non ? Un autre membre la reprend, fait un discours du type « on n'est pas aux bottes du général », et rajoute « on se contentera de lui transmettre » !

En tout cas un compromis semble trouvé, tout va pour le mieux jusqu'à ce que, suprême hypocrisie, le Centre Culturel réclame que soit ajouté au communiqué public que « les diverses manifestations se tiendront à l'extérieur du cadre du Centre Culturel ». D'accord, on vous laisse exposer, mais surtout n'en dites rien à personne !



de AIGLES.

« PAS D'ARMÉE A L'ÉCOLE »

UN GÉNÉRAL : MÉDAILLES ET PERLES

LE vendredi, les média redoublent. A la télévision régionale, le général Cann déclare : « *La liberté des antimilitaristes s'arrête là où commence celle des militaires* ». De quoi vous donner des frissons dans le dos. Face à la situation, dit-il, il s'est vu contraint de consigner la troupe durant toute la semaine. Par peur d'incidents ou de contagion ? Dans la foulée, il propose un débat avec les personnes du collectif. On notera que dans toute son intervention, le protocole lui-même ne sera jamais abordé. Le spectre de l'antimilitarisme sera seul agité. Le collectif ne donnera aucune suite au défi du général. Pour lui, s'il devait y avoir un interlocuteur ce serait, en l'occurrence, un représentant du ministère de l'Éducation.

Samedi, le collectif est reçu par le député Pierre Bernard qui révélera qu'un attaché de la Défense lui demande de suivre attentivement la situation ainsi créée à

Albi. Face à toutes ces démarches et pour peser plus fort encore sur une situation intolérable, le collectif provoque une réunion exceptionnelle de toutes les organisations, partis et syndicats du Tarn. Objet : mettre fin à cette atteinte délibérée à la liberté d'expression.

L'appel est plus qu'entendu : le dimanche 36 organisations sont présentes. On voit là se cotoyer la CGT, la CFDT, le PCF, les antimilitaristes, les anarchistes... L'audience demandée au maire socialiste ne donnera rien, celui-ci s'empresse de dégager toute responsabilité. Pourtant, mais on ne le sut qu'après, les statuts du Centre Culturel sont clairs sur ce sujet : en cas de litige, ils stipulent que c'est le maire, ou à défaut le ministère de la Culture qui tranchent. De plus, la municipalité est largement représentée dans le C.A. du Centre. D'ailleurs pendant la semaine, les allers et retours entre les responsables du Centre et la mairie ont été si fréquents que se laver les mains devant cette affaire révèle une sacrée dose d'hypocrisie chez le premier responsable municipal albigeois.

FINALEMENT, l'occupation se poursuivra jusqu'au mercredi 21, date prévue pour la clôture de la semaine anti-symbiose. Ce jour-là il y aura une visite en nombre des lycéens, venus voir l'expo « interdite ». A 18 heures, enfin, les différentes organisations du collectif de soutien à la liberté d'expression décidaient de « pousser » la porte officielle d'entrée.

L'exposition retrouvait ainsi un accès plus traditionnel. Dans l'action, un mur était érigé, des barbelés tendus, le Centre Culturel Albigeois rebaptisé : Centre de la Censure Albigeoise.

Bouquet final d'une affaire qui démontre au moins une chose : nos gouvernants ne semblent pas très fier de leur symbiose. Ils sont d'accord pour l'appliquer, mais ils interdisent d'en discuter ! N'empêche qu'à Albi l'objectif des opposants a été atteint : la symbiose, maintenant, on connaît ! Le dessin animé « Attention ! » a été projeté dans une quarantaine de classes avec des débats animés par les enseignants eux-mêmes. Ce sont ceux-ci également qui ont permis majoritairement (une quarantaine sur un total de soixante « squatters ») l'occupation, nuit et jour, de la salle d'exposition et ceci pendant toute la semaine ! La mobilisation était importante (d'autres militants assumant pendant l'occupation toutes les tâches, soutenus par des sympathisants) et elle avait, sans aucun doute, été sous-estimée par les censeurs.

Gage d'espoir aussi : le soutien offert par la quasi totalité du mouvement associatif, syndical, politique qui a su s'élever avec vigueur contre l'atteinte faite à la liberté d'expression.

Dans cette « réussite », comment ne pas être inquiet en voyant une municipalité socialiste céder devant le pouvoir militaire en interdisant une manifestation qui n'a pas l'heur de plaire à ces messieurs.

La liberté, ça se gagne, la lutte continue : le 25 avril, de grandes manifestations laïques sont prévues partout en France. Sur le Tarn, le collectif anti-symbiose sera présent pour prouver que la laïcité, c'est aussi : « Pas d'armée à l'école ».

D.D. (Membres du collectif d'enseignants tarnais opposés à la symbiose éducation-armée.

(1). Sur la Symbiose, voir Agora n° 20, février/mars 84.

(2). « Article 3 : le CCA est ouvert à tous dans une indépendance absolue à l'égard des partis politiques et des groupements idéologiques ou confessionnels. Il respecte les convictions individuelles à condition que celles-ci ne remettent pas en cause les principes universellement admis du respect de la dignité de la personne et des droits de l'homme ».

CHOMSKY :

LE TEMPS DES PLANIFICATEURS

G.F. :

Tu dis souvent que les élites, aussi bien américains que soviétiques, ont intérêt à maintenir une tension internationale. Peux-tu expliquer pourquoi ?

N.C. :

Toutes les interventions américaines ont été justifiées par le combat contre les Russes. C'est en Grèce, en 1947 que l'on inaugura cette formule. Les Etats-Unis commencèrent alors une guerre victorieuse. 160 000 Grecs furent assassinés et des dizaines de milliers durent fuir ou furent emprisonnés. Théoriquement nous défendions la Grèce contre une invasion russe. Ce n'était qu'un mensonge. Staline n'intervint que pour mettre fin à la guérilla grecque. Il savait pertinemment que la Grèce faisait partie de la zone d'influence américaine. D'autre part, il craignait que ne se forme une fédération balkanique communiste sous le contrôle de Tito. Malgré ces faits, on utilisa le mythe de l'invasion russe pour justifier l'agression US contre les mouvements ouvriers et la résistance. On dissimula ainsi les tentatives de réhabilitation des collaborateurs nazis.

Pour le Guatemala, ce fut la même tactique. En 54, au moment de liquider le régime démocratique réformiste, la réalité voulait qu'on dise : « nous devons le liquider car il exproprie l'United Fruit au profit des paysans affamés ». Mais, on entendit le discours suivant : « OK, à travers le Guatemala, c'est l'Améri-

Noam Chomsky, linguiste renommé, est également connu pour ses idées libertaires et ses dénonciations permanentes des mécanismes du pouvoir aux Etats-Unis. Après s'en être pris à la guerre du Vietnam, il joue aujourd'hui un rôle actif au sein de l'opposition à l'équipe Reagan lancée dans une folle course au surarmement. Le dialogue ci-dessous est extrait d'une interview réalisée par Gunila Faringer en octobre dernier.

que qui se défend contre le monstre russe ».

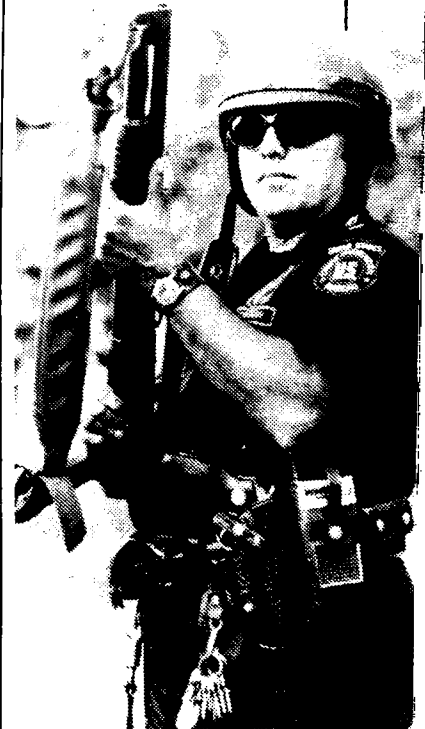
Le même schéma est utilisé par les Russes. Cet Etat totalitaire doit s'assurer un appui interne pour pratiquer ses invasions brutales et sanglantes. Alors ils s'écrient : « abandonner la Hongrie c'est laisser libre cours aux fascistes hongrois appuyés par l'impérialisme américain ». La population le croit, les alliés aussi. Comme nous, les Russes disent que face au Grand Satan ils accomplissent leur devoir international. Tout ceci ne sert qu'à cacher leurs agressions vis-à-vis de leur propre population. C'est le principe même de la guerre froide. Entre les deux super grands, point de conflits directs. Mais chacun utilise l'autre pour se justifier.

G.F. :

Que penses-tu des indépendances nationales, et notamment au Nicaragua ?

N.C. :

Il est difficile pour les petites nations d'éviter l'influence et le contrôle militaire des super grands. Les U.S., envers le Nicaragua, ont la même attitude que pour tout pays tentant de quitter leur sphère d'influence. Beaucoup de pays reprendraient espoir si un mouvement national,



indépendant et radical parvenait à mettre en place un

la

guerre

par erreur

processus social et économique autonome. Les E.-U. ne peuvent tolérer cela. Ils ne peuvent que chercher à le détruire. Ou bien lui créer de telles conditions qu'ils l'obligent à demander de l'aide à Cuba ou aux Russes. Et voilà, immédiatement, trouvé le prétexte à une intervention américaine. C'est pourquoi les E.U. sont enchantés lorsque les Sandinistes se montrent répressifs.

Le pire qu'il pourrait advenir aux E.U. ou à l'URSS c'est qu'un pays devienne réellement indépendant.

G.F. :

Selon toi, quelle est l'opinion de la population américaine vis-à-vis de cette politique extérieure ?

N.C. :

Pendant la guerre du Vietnam, le mouvement pour la paix avait su se doter de ses propres moyens de communication. Il arriva même à percer à travers les médias reconnus...

G.F. :

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

N.C. :

Dans les élites, pas grand chose. Mais dans la population il y a une forte résistance. Reagan l'a découvert en 81 en parvenant au pouvoir. Sa volonté d'envoyer des troupes au Salvador se heurta à une énorme résistance populaire soutenue par la presse. L'administration Reagan ressemble à celle de Kennedy. Lorsque ce dernier arriva au pouvoir, son principal objectif était de militariser l'économie. Quand les avions américains commencèrent, en 62, à bombarder le Vietnam du Sud, il n'y eut pas de grandes protestations aux E.U. Mais lorsque Reagan essaya de faire de même, en 81, il dut reculer. Les choses ont bien changé depuis 20 ans.

G.F. :

Que penses-tu de la course aux armements ? On affirme parfois que c'est l'OTAN qui détient la leadership en la matière...

N.C. :

Oui, là-dessus, tout le monde est d'accord, même la CIA. On entend partout

que l'URSS est plus armée que les E.U. Mais personne n'affirme que le Pacte de Varsovie le soit plus que l'OTAN. De plus, ce type de calcul est trompeur : la CIA transforme tous les chiffres en dollars et montre ainsi que la mise en place, ici, du système militaire soviétique nous coûterait une somme astronomique. Et, c'est vrai. Ce serait terriblement cher pour les E.U. de maintenir une telle quantité de soldats. Selon la CIA, lorsqu'on augmente la solde des militaires US, les dépenses russes augmentent également. On pourrait de la même façon se demander ce que coûterait la construction aux E.U. du système agricole soviétique. Il s'agirait de faire travailler la terre à 100 millions de personnes. Le pays s'écroulerait. C'est une preuve de l'absurdité de ce type de calcul. Mais si l'on s'en tient à quelques données chiffrées, on trouve une certaine concordance entre les deux forces militaires.

G.F. :

Tu as dit que c'est en Israël que pourrait débuter

une guerre nucléaire. Mais il est difficile, après tant de guerres conventionnelles, de déterminer ce qui pourrait conduire à une guerre nucléaire.

N.C. :

Ce n'est pas exact. Il y a eu, au Moyen Orient des menaces répétées de guerres nucléaires. Par exemple en 58, lorsque les E.U. envoyèrent des troupes au Liban, les armes nucléaires stratégiques étaient prêtes. Eisenhower, dans ses mémoires, raconte qu'à ce moment-là, il y avait une menace soviétique. En 67, on entreprit presque une guerre par erreur. Il y avait alors, près des côtes égyptiennes un bateau espion, le « Liberty », qui captait les ondes israéliennes. Pour cela, et pour des raisons non encore élucidées, les forces aériennes israéliennes attaquèrent le navire et tuèrent 35 soldats américains. L'équipage, ignorant l'identité de ses assaillants, fit appel à l'aide aérienne nucléaire. Ce fut le Ministère de la Défense, à Washington, qui stoppa l'ordre. De même en 73, à la fin de la guerre d'octobre, les



E.U. tenaient prêts leurs armements nucléaires stratégiques.

En 82, pour ce que l'on peut en savoir, on n'en est jamais arrivé à un tel point, mais on n'en était pas loin. Israël attaqua la Syrie, un allié de l'URSS. A la mi-septembre, la guerre s'étendant, Israël envisagea de bombarder Damas. Ce sont les protestations internationales face aux massacres de Beyrouth qui mirent un terme aux projets israéliens. Les Russes auraient parfaitement pu venir en aide à leur allié, ce qui aurait déclenché l'intervention américaine. Une quelconque action russe, même symbolique, aurait provoqué une réaction U.S.

G.F. :

Penses-tu qu'une troisième guerre mondiale commencerait sous forme nucléaire ?

N.C. :

Non, je pense que c'est presque impossible.

G.F. :

Que penses-tu des opinions du mouvement de la paix sur ce problème ?

N.C. :

Je ne crois pas que sur ce point, le mouvement de la paix soit très clair. Jamais, dans toute l'histoire de la guerre froide, l'Europe n'est apparue comme un lieu d'affrontement entre les super grands. C'est le lieu du monde où elle a le moins de chance de débiter.

Si un quelconque pays du Tiers-Monde amenait les super grands à s'affronter directement, la guerre mondiale pourrait débiter. Imagine, par exemple, que l'URSS ne puisse contrôler la situation en Afghanistan et soit amenée à attaquer le Pakistan où la guérilla possède ses bases. Les E.U. pourraient répliquer et nous serions dans l'engrenage de la guerre nucléaire.

Les risques de guerre atomique sont accrus par deux facteurs, or, le mouvement de la paix n'en prend qu'un seul en compte. Il s'agit d'abord des conflits et des tensions dans le Tiers-Monde. Je pense encore au Nicaragua. Si les E.U. amènent par la force les Sandinistes à faire appel à l'aide russe,

cela peut être le début d'une confrontation internationale, comme lors de l'affaire des missiles cubains. Et cela peut conduire à la guerre.

G.F. :

Mais pourquoi les Etats-Unis cherchent-ils la confrontation ?

N.C. :

C'est simple. L'administration Reagan a absolument besoin d'une crise internationale. Reagan ne peut mener à bien son programme de politique intérieure que si la population est dans un état de terreur. Depuis le début, Reagan a essayé de créer cette tension internationale. Or, le mouvement de la paix a omis ce point. Il est absurde de s'opposer à une guerre nucléaire sans se demander où et comment elle pourrait débiter. Il y a aussi un autre élément important auquel le mouvement de la paix est très attaché : c'est la technologie militaire, la lutte contre les missiles.

Comme les missiles Pershing et les Cruise, ils représentent une menace considérable. Ce sont des armes très précises et très rapides. Nous savons aussi qu'elles conduisent l'URSS à développer tout un système informatique de contre-attaque.

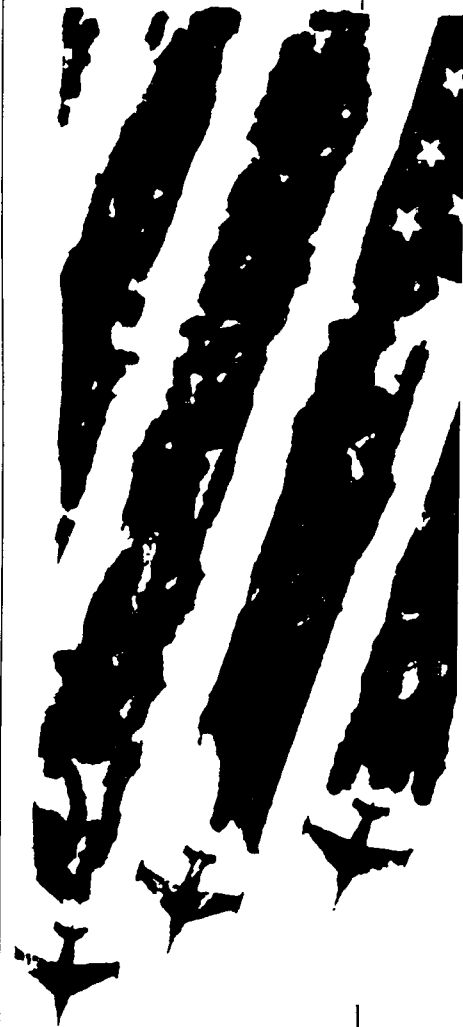
Or, il y a eu des centaines, voire des milliers

d'erreurs faites par ces systèmes. Chaque fois, ces erreurs ont déclenché les programmes d'envoi d'armes nucléaires sur l'URSS. Heureusement, chaque fois, il y a eu des gens pour stopper l'engrenage. Mais, si ces programmes sont totalement automatisés, nul ne pourra intervenir. Ceci entraîne que les nouveaux systèmes nous garantissent presque certainement une guerre par erreur.

A mon avis, le mouvement de la Paix a raison de s'opposer à cette nouvelle technologie belliqueuse. Mais ce n'est qu'une partie du problème. Ce qui mobilise réellement le mouvement est une erreur : la possibilité d'une guerre en Europe. Les super puissances peuvent sans aucun doute arriver à une confrontation, par exemple on peut envisager qu'une guerre atomique débute au Proche-Orient. Suppose que les Pershing soient en Europe et que, pour une raison quelconque, les E.U. envahissent l'Iran amenant ainsi les Russes à répliquer. Alors, on emploierait les Pershing pour les empêcher d'avancer. Ainsi commencerait une guerre nucléaire. Mais ce ne serait certainement pas parce que les Russes auraient décidé d'attaquer la France.

LE TEMPS DES PLANIFICATEURS

La guerre froide est un système hautement fonctionnel puisqu'il permet aux super puissances de contrôler leur propre territoire. C'est aussi un système instable qui peut vaciller à tout moment. Mais, de part et d'autre, les planificateurs acceptent de courir ce risque dans la mesure où il est vital pour les E.U. comme pour l'URSS de contrôler leur « Grande Aire ».



CNT : BARCELONE, BRUIT

L'ESPAGNE désenchantée : crise économique, crise du électoral, chômage et mendicité. Ah bon, c'était donc ça la démocratie ?

Dans ce contexte, la CNT tente de survivre avec ses scissions passées et à venir, ses luttes intestines et leurs fracas. A Barcelone, son bastion historique, la « Confederación » n'est plus très belle à voir...

BARCELONE-la-Rebelle. Barcelone libertaire...

La ville ne ressemble vraiment plus à ce qu'elle fut en ce mémorable été 77. Plus de meeting monstre comme celui de Montjuich rassemblant 250 000 personnes. Finies les « Journées Libertaires » qui virent défiler 400 000 visiteurs. Aujourd'hui, affiches et bombages s'y font rares. Et encore faut-il aller les dénicher bien souvent aux abords des locaux dont la moitié ont fermé leurs portes. Les athénées libertaires, ouverts dans une dizaine de quartiers, ont disparus un à un. Il n'en reste plus que deux ou trois, vivotant. Les mobilisations ne mobilisent plus, telle cette manif de la CNT en novembre dernier qui rassembla, à grand peine, 150 participants !

Décidément, beaucoup d'eau a coulé dans le port. Les publications libertaires n'y

font plus recette. *Ajoblanco*, l'anticulturel de la mouvance, tirant jadis jusqu'à 50 000 exemplaires, a disparu. *Bicicleta*, revue hétérodoxe dans le giron de la CNT, née à Madrid en 77, passée à Valence en 78, est venue s'échouer à Barcelone en 81 pour y sonner l'année d'après. Barcelone-cimetière, tout un symbole. *Solidaridad Obrera*, l'organe catalan de l'une des CNT, tirant dans le temps à 40 000, sort aujourd'hui à 3 500 exemplaires qui se vendent d'ailleurs mal.

Et dans ce marasme généralisé, alors que la crise du militantisme frappe tous les partis, syndicats, groupuscules et associations, la Cénété vivote. Ou, plutôt, les Cénétés car, en Catalogne, on en dénombre à ce jour trois, voire quatre !

QUAND LES ANARS SE FONT DES PROCES

B IEN malin celui qui, à travers les rares références paraissant dans la presse, pourrait y retrouver ses petits. Les quotidiens embrouillent les cartes à merveille. Ils utilisent, parfois, un même qualificatif pour désigner deux CNT différentes. D'autre fois, ils en appellent une même de plusieurs façons...

Au départ, les choses étaient pourtant simples. La Cénété, traversée par de fortes tensions, des débats internes, des attaques personnelles et même parfois, des agressions physiques, avait fini par se scinder en deux au lendemain de son V^e Congrès de 79. Les partisans d'une participation à la négociation des conventions collectives et, tactiquement, aux élections syndicales avaient été mis en minorité. Ils avaient alors tenu leur propre « Congrès Extraordinaire » en 80, créant ladite CNT-rénovée opposée à ladite CNT-historique (1).

En Catalogne, les rénovés, poursuivis devant les tribunaux par les historiques pour « utilisation frauduleuse des sigles » ne s'étaient pas présentés devant le juge, perdant ainsi le procès. Depuis, ils s'appellent, officiellement, la Confédération Catalane du Travail (CCT).

Et puis les choses se gâtèrent à nouveau, au sein même de la CNT-historique, à l'approche de son nouveau Congrès, le VI^e, tenu en 83. Une tendance, défendant

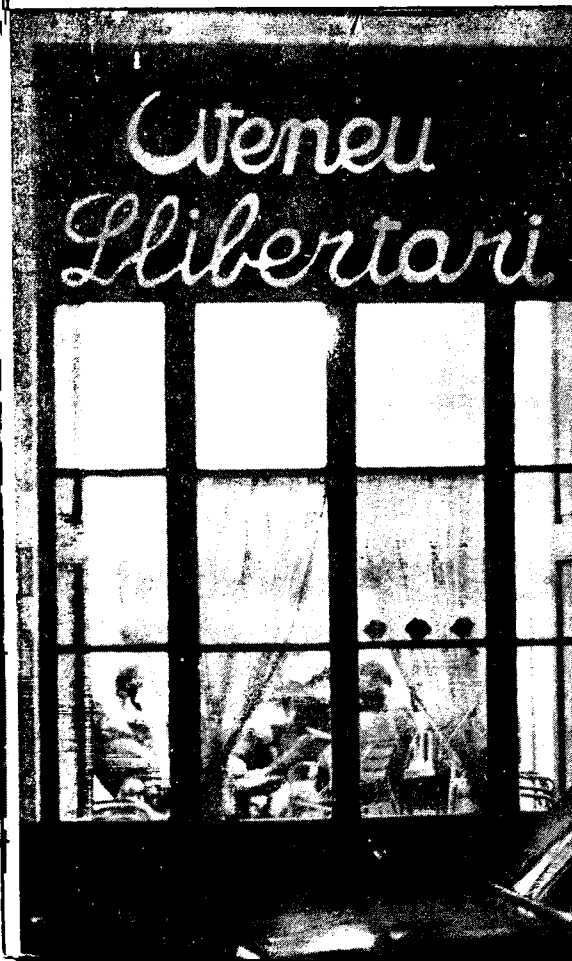


des thèses identiques à celles des rénovés, qualifiée de « progressiste », s'opposait aux partisans de l'orthodoxie, dits « immobilistes ». Ces derniers remportèrent, à nouveau, le Congrès (2). Mais les premiers n'en appliquent pas moins leur propre stratégie syndicale, les amenant à collaborer de plus en plus avec la CNT-rénovée. Non sans grincement de dents chez certains rénovés qui rappellent que parmi les actuels progressistes, il y a nombre d'éléments qui furent leurs « inquisiteurs » lors de la scission.

Enfin, au beau milieu de ces deux CNT qui en forment, de fait, trois, est apparu cet automne le quatrième larron : la CNT des Pays Catalans (voir encadré).

BARCELONE-CITY : LE WESTERN DE L'HIVER

L' IDÉE d'une unification a fait son chemin, peu à peu. Le VI^e Congrès des historiques avait lancé « un appel fraternel à tous les camarades qui, pour une raison ou une autre, quittèrent l'Organisation au cours de ces dernières années, afin qu'ils regagnent la CNT ». Le VIII^e Congrès des rénovés d'octobre 83 lançait, quant à lui, un « appel aux bases » de la CNT-historique. On mesure l'abîme qui sépare les deux démarches. Alors que l'unification proposée par les rénovés reconnaît explicitement l'existence de deux CNT, le « retour au bercail » des immobilistes n'en reconnaît qu'une seule, la leur... Et on imagine aisément de quel œil ces derniers voient cette unification probable. D'abord parce qu'elle signifierait pour eux la perte de quelque 50 % des adhérents. Ensuite parce qu'elle pourrait entraîner une remobilisation des anciens militants, effet sur lequel comptent beaucoup rénovés et progressistes. Alors, depuis cet hiver, une véritable épreuve de force est engagée entre les par-



ET FUREUR

tisans de l'unification et leurs adversaires.

Comme toujours en pareil cas, tous les coups sont permis pour remporter la victoire. Les croche-pieds n'ont donc pas manqués. Ce fut le cas lors d'une table ronde convoquée par une journaliste du « *Diario de Barcelone* » entre CNT-rénovée, progressistes de la CNT-historique et CNT des Pays Catalans. Le jour J, devant le siège du journal, un groupe d'immobilistes intercepta une à une les trois délégations, les invitant vivement à rentrer chez elles. Quant à la journaliste, descendue dans la rue au vu du remue-ménage, verbalement malmenée, elle fut chaleureusement invitée à ne pas renouveler l'expérience...

Trois jours plus tard : Plénum régional de Catalogne de la CNT-historique. Seuls sont présents 30 des 69 syndicats. Les 19 délégations immobilistes votent la « défédération » des 11 syndicats progressistes. On désigne même une commission chargée d'aller occuper les locaux des exclus pour y « récupérer les biens de l'Organisation ». Et la commission ne va pas chômer.

Le lendemain du Plénum, la commission est signalée à Santa Coloma. Les exclus se barricadent dans leurs locaux, et appellent la police. Recul de la commission qui se rend, le jour suivant, à Manresa, Cornellá et Rubí. Elle force au besoin les portes, change les serrures, séquestre du matériel, emporte les archives. Retour à Santa Coloma où les locaux sont occupés cette fois-ci. Au cours de cette même semaine de février, la commission aura aussi trouvé le temps de tenter d'occuper les locaux de la CNT-rénovée à Barcelone. Informée par une fuite, cette dernière appelle la police à la rescousse...

Entre temps, le nombre de syndicats exclus de la CNT-historique augmente. Ils tiennent une conférence à la mi-février qu'une commission tente d'empêcher. Elle doit quitter précipitamment les lieux devant les 200 délégués présents, représentant 17 syndicats et trois sections du syndicat du Transport de Barcelone.



L'UNIFICATION EN MARCHÉ

LES expulsés de Catalogne ont sommé le Comité National de la CNT-historique de prendre position. Celui-ci a répondu par une circulaire dénonçant le non-respect des accords du VI^e Congrès et les contacts avec la CNT-rénovée. Il est vrai qu'en dehors de la Catalogne — où la situation est la plus conflictuelle — les choses vont vite. A Madrid, une conférence nationale a réuni sur une même plate-forme revendicative les syndicats des Banques des deux CNT. En Galice, une assemblée régionale commune a eu lieu. En Andalousie, rénovés et progressistes resserrent leurs liens. Mais c'est surtout à Valence que la situation a changé. Pousés par la dynamique de la lutte menée con-

jointement à Sagunto, les deux syndicats métallurgiques fusionnaient le 3 février. Un mois plus tard, l'unification était un fait au niveau de tout le Pays Valencien. Pour tenter de stopper le processus, le porte-parole national des progressistes, José Bondia, vient d'être expulsé à Madrid.

Pourtant, tout semble indiquer que l'unification est en marche. Réunis, fin mars, en une Conférence Nationale, les syndicats progressistes ont créé, avec la CNT-rénovée, une Coordination Nationale pour l'Unification. Ses deux échéances : l'organisation conjointe du 1^{er} mai et le Congrès Extraordinaire d'Unification, prévu début juin.

Miguel LINARES

- (1) Voir les 3 premiers numéros d'Agora.
- (2) Voir Agora n° 15.

Quand les anars se font des procès... Barcelone-City : le western de l'hiver... L'unification en marche.

UNE CNT DES PAYS CATALANS

AU cours de ces dernières années sont apparus des collectifs libertaires et des groupes anarchistes défendant la libération nationale des Pays Catalans, tel le Collectif Indépendantiste Etoile Noire, le Groupe Anarchiste l'Insurgé ou la Fédération Anarcho-Communiste Catalane. En novembre 82 ils créaient la Coordination Libertaire des Pays Catalans dont l'un des accords était de « lutter pour des Pays Catalans indépendants, libertaires et confédérés ». L'un de ses porte-paroles, Ricard de Vargas-Golarons, rappelle que ne faisant, nombre de collectifs « ont renoué avec Bakounine

lequel liait en une seule lutte la libération nationale et la révolution sociale ». Pour sa construction, cette CNT lançait l'hiver dernier « un appel sincère et fraternel à tous les nationalistes radicaux anticapitalistes et partisans de l'autogestion, aux divers collectifs libertaires, collectifs autonomes de travailleurs et au mouvement indépendantiste ».

Au sujet des progressistes de la CNT-historique et de la CNT-rénovée, Ricard de Vargas-Golarons précise que « nous partageons, avec eux, une stratégie commune et nous sommes d'accord sur l'essentiel ». Par conséquent « nous n'écartons pas la possibilité, dans l'avenir, d'une réunification à trois, si sont acceptés, par exemple, nos postulats de lutte pour l'émancipation sociale et la libération nationale dans le cadre territorial, indépendant et souverain des Pays Catalans ».

*La renaissance
d'un mouvement
populaire
auto-organisé.*

CHILE !

CHILE !

CHILE !

LES organisations populaires nées au cœur même des populations pauvres où la faim fait des ravages, se sont dressées comme une force indépendante difficile à contrôler. Elles inquiètent non seulement le régime, mais aussi les partis politiques. Une fois de plus, l'histoire se répète : chaque fois que le peuple veut être acteur, les propriétaires du pouvoir ou ceux qui aspirent à les remplacer tremblent. Mais 10 ans de dictature ont offert le temps et les éléments d'une réflexion profonde.

Jamais le mouvement populaire au Chili n'avait pris une telle ampleur et n'avait connu une telle dynamique. Tout cet essai d'organisation autogestionnaire, cette pratique quotidienne de la lutte pour chercher directement des solutions aux problèmes les plus urgents, sans intermédiaire, à travers une action directe, est en train de faire redécouvrir à la classe ouvrière chilienne des méthodes d'organisation et de lutte oubliées dans le temps. Méthodes qui étaient pratiquées quotidiennement par les travailleurs chiliens des années 20-40, à l'âge d'or du mouvement ouvrier chilien,

**REAPPARITION DE
L'AUTONOMIE OUVRIERE**

DÉPUIS 1977 est réapparue cette tendance à la lutte autonome. D'abord dans quelques syndicats qui rompent avec les schémas bureaucratiques traditionnels et se réunissent pour discuter et réfléchir sur le pourquoi de la nouvelle réalité chilienne. Peu à peu, se forgea une réflexion collective qui porta ses fruits.

Première tentative officielle au niveau syndical : la relance en 1977-78 du FUT (Front

Unitaire des Travailleurs), outil syndical de la Démocratie Chrétienne, par un groupe de syndicats qui proposait de réorganiser le mouvement syndical de façon autonome. Deux ou trois ans furent suffisants. Comprenant que ces syndicats parlaient sérieusement, la Démocratie-Chrétienne parviendra à récupérer le FUT.

Dès 1980, cette tendance à l'autonomie s'étend à d'autres secteurs du peuple. Diverses initiatives s'organisent, se développent et meurent, dont certaines à caractère libertaire comme une tentative de coordination en 1980-81 à Santiago, dans le secteur de San Miguel : TAB (Tendance Autonome des Bases).

Au niveau étudiant, se crée le Front Unitaire des Etudiants, puis se développe une Coordination Etudiante.

A la fin de 1980, au niveau syndical naît ce qu'on appellera la CRS (Commission de Renovation Syndicale). Il s'agit des mêmes syndicats qui intégrèrent le FUT puis le quittèrent pour créer la CRS.

En 1981, un représentant de la CRS vient en Europe, s'entretient avec divers groupes d'exilés, faisant connaître la réalité du Chili, les postulats de la CRS et le pourquoi de cette « nouvelle » position d'un secteur du mouvement ouvrier chilien.

RENOVATION SOCIALE

UN document de la CRS élaboré par les organisations syndicales qui participèrent à sa création, date de mai 1982, circule au Chili, et sort à l'extérieur. Des secteurs de la communauté exilée s'intéressent à la CRS et créent des groupes de soutien à la CRS dans différents pays : Belgique, Hollande et France.

1983 a été l'année des manifestations massives au Chili. A travers tout le pays, ville par ville, les organisations populaires ont, peu à peu, coordonné leurs luttes jusqu'à créer un tissu social qui fait aujourd'hui trembler la dictature de Pinochet.



En avril 83, un nouveau congrès de la CRS a lieu au Chili. Y assistent de nouveaux groupes qui s'intéressent au projet de ce qui a été appelé Rénovation. Parmi ces nouveaux groupes se distingue celui appelé « Pensée et Action Socialiste » (PAS).

Dès la fin du Congrès on décide de constituer une nouvelle organisation, reposant toujours sur les postulats de Rénovation et qui s'appellera MRS (Mouvement de Rénovation Sociale) ; dans cette organisation on retrouve les organisations populaires autonomes qui s'inspirent des nouvelles valeurs de la Rénovation.

Le MRS se propose un travail à long terme, rejetant toute intervention des partis politiques. Il met l'accent sur le développement d'un travail d'éducation populaire, créant des écoles d'études dans les villages pauvres, pour les jeunes, enfants et adultes. En créant aussi des Ecoles Syndicales, organisant des débats et conférences pour expliquer ce nouveau projet social qui aspire à créer, au Chili, une société de démocratie directe, basée sur la rénovation des valeurs jusqu'ici dominantes et construire ce qu'ils ont appelé le « pouvoir social organisé autonome des travailleurs ».

Celui-ci, que beaucoup confondent avec le « pouvoir populaire » propre aux partis « avant gardistes » n'a pourtant plus rien à voir avec cela puisque dans le projet du MRS il n'existe ni lieu ni espace pour les partis politiques. Mieux encore : on n'en a pas besoin.

C'est une raison importante de l'opposition totale des partis.

« POUVOIR SOCIAL AUTONOME ORGANISE »

QUELLE a été l'attitude des partis politiques face à cette nouvelle organisation ?

L'isolement total, d'autres plus proches de l'avant gardisme tentent de s'infiltrer, d'autres groupes dissidents des partis s'intègrent plein d'espoirs. Mais toute la dynamique produite par le phénomène de Rénovation est en train de monter, dans la pratique, que ceux-là qui cherchent le Pouvoir, ne trouveront pas facilement leur chemin dans cette organisation populaire.

Il y a mieux ; dans certaines interviews à des représentants du MRS de la ville de Santiago, leurs réponses sont claires : « aux propositions d'aide solidaire pour développer les tâches que nous nous sommes fixées que ce soit la création d'écoles, d'ateliers coopératifs ou d'autres initiatives, nous répondons nous avons besoin de tout type d'aide, mais nous n'accepterons aucun type de condition par aucun groupe, quelle que soit son idéologie ».

Et il poursuit :

« Nous avons préféré repousser, à plusieurs reprises, des offres d'aides importantes, dont nous avons besoin, mais qui nous conditionnait d'une certaine façon.

Notre projet social est la seule réponse réelle à plus de 60 ans de lutte du mouvement ouvrier et à plus de 30 ans de contrôle du mouvement ouvrier par les partis politiques. Notre projet social est tournée vers le futur. Le temps joue en notre faveur. Aujourd'hui, tous les secteurs politiques ne pensent qu'à la chute de la dictature et se disputent déjà le pouvoir que Pinochet abandonnera. Nous, nous ne nous préoccupons pas de ce problème. La lutte pour le pouvoir politique d'Etat ne nous intéresse pas, notre projet cherche autre chose : éduquer, informer, enseigner à chaque camarade comment fonctionne une société, quelles sont les solutions possibles aux problèmes quotidiens. En d'autres termes, que chaque ouvrier, paysan, étudiant, jeune, apprenne à être l'acteur de sa propre vie ; que dans chaque lieu de travail, dans chaque quartier, dans les communes, se créent des organisations populaires capables de gérer et d'envisager des solutions à tous les problèmes sociaux ».

Finalement, notre interviewé répond à notre dernière question. Quel est le rôle que le MRS accorde au mouvement syndical ?

« Le mouvement syndical doit être le moteur et la colonne vertébrale du mouvement social qui est formé par tous les travailleurs des divers secteurs, à différents niveaux et à travers diverses expressions organisationnelles, que ce soit celle des Communes, des Paysans, des Cooperatives, des Jeunes, des Femmes, etc, qui aspirent à la construction du « Pouvoir Social Autonome Organisé des Travailleurs ».

Grupo Pedro Nolasco Arratia
(Travailleurs libertaires chiliens
exilés à Paris).

VA-T-IL TOMBER ?

LE mécontentement populaire, au Chili, ne cesse de se développer, comme le prouvent les journées de « protesta » qui se succèdent depuis le 11 mai 83. La dernière en date, la 8^e, du 27 mars, a connu un succès sans précédent : grève des transports, des commerçants, des étudiants ; absentéisme dans les écoles ; assemblées générales dans les usines. Ceci malgré le net durcissement de Pinochet depuis le début de l'année qui est allé, cette fois-ci, jusqu'à prendre des mesures draconiennes : état d'urgence, couvre-feu durant trois nuits... Pour mieux marquer sa détermination à rester au pouvoir, coûte que coûte, jusqu'en 86, il aurait déclaré : « Je vais leur montrer ce qu'est une véritable dictature militaire ».

Pinochet s'accroche au pouvoir, avec le seul soutien de l'armée et des activistes fascistes, devant une opposition divisée en deux grands courants. D'une part, un mouvement populaire de plus en plus puissant, a-partidaire et autogestionnaire ; d'autre part une opposition politique traditionnelle, elle-même divisée en deux secteurs. Face au Mouvement démocratique populaire (MDP) constitué par le PC, l'aile gauche du PS et le MIR, on trouve l'Alliance démocratique (AD) créée par la droite modérée, la démocratie chrétienne, la majorité du PS.

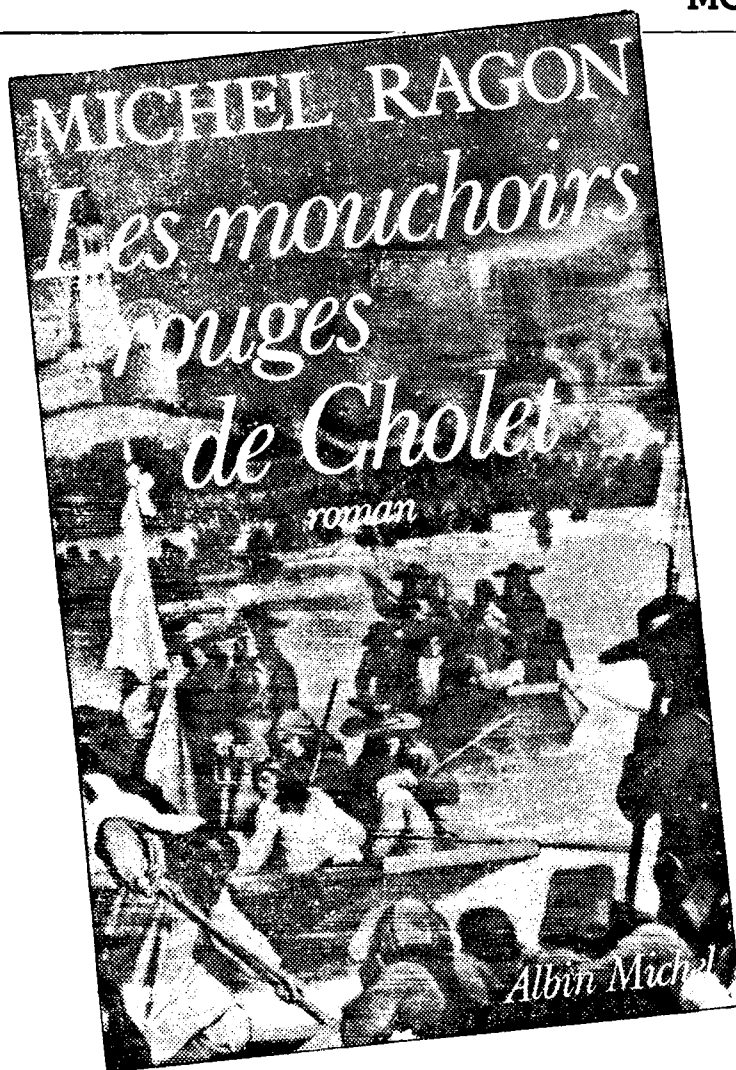
Cette dernière, véritable solution de rechange pour sauver les intérêts de la bourgeoisie, finira inévitablement par succéder à Pinochet. Elle n'hésitera pas alors à imposer l'austérité, voire la répression, au nom de l'intérêt national et du nécessaire redressement de l'économie du pays. Raison de plus pour que le mouvement populaire prépare activement l'après-Pinochet et la défense des intérêts de classe. Il s'y emploie d'ores-et-déjà, comme le confirme le texte ci-contre.

Juan Hernandez



L'ORDRE RÉGNE EN

MOUCHOIRS ROUGES DE CHOLET



20

L s'agit d'un roman, ou d'un conte plutôt. Dochâgne, le héros est né d'un chêne, comme un dieu païen surgit de la préhistoire. Mais, ce paysan vendéen rencontrera peu de fées et de Merlins. Les monstres qu'il affrontera toute sa vie sont ceux qui peuplent et règlent l'histoire : nobles, curés, bourgeois, armée... Ce bonhomme de Dochâgne regarde, du bout de son village, défilier 30 ans d'histoire, de 1794 à 1820.

A travers la vie des villageois, M. Ragon décrit comment la Révolution française et l'Empire ont ébranlé, chamboulé, un petit territoire. Bernés du début à la fin, ces paysans catholiques, royalistes l'ont été : assassinés en masse par la république jacobine, utilisés comme piétaille par les royalistes pendant l'Empire, expropriés enfin par les débuts de la révolution agricole sous la Restauration.

Mais l'intérêt du roman ne réside pas seulement dans cette narration historique. En effet, Ragon a su aussi montrer avec minutie la vie de tous les jours, ses joies et ses malheurs. Le monde paysan enfermé dans ses superstitions, ses tabous immémoriaux, ses atavismes contraignants. Le village comme un lieu clos, enfermant. Seuls, les comportements « conformes » sont de règle. Le scepticisme, voire la critique, ne sont tolérés que muets. Le seul personnage à « tares » (puisque athé, anti-républicain et anti-royaliste), lorsqu'il enfreint le tabou des tabous (celui du sexe) n'a plus qu'une solution : la fuite. Chose rare dans le genre choisi, l'ouvrage évite le manichéisme.

LES VENDÉENS CONTRE LA RÉPUBLIQUE

« **P**OUR Dieu et pour le Roi ! », tel est le slogan que les historiens républicains du XIX^e siècle ont accolé aux Vendéens. Pour ceux-là, ces paysans étaient contre-révolutionnaires, passésistes, et l'histoire officielle tira donc un trait sur eux. Leur extermination (40 % en moins dans certaines régions entre 1790 et 1801), fut versée, lorsqu'elle fut acceptée, aux pro-

fits et pertes « nécessaires » à la libération des peuples.

Qui étaient donc ces Vendéens ! Si environ 65 % de ceux qui se soulèveront sont des paysans, on compte aussi de nombreux artisans et boutiquiers ruraux. Le début de la révolution pour ces classes sociales, apporte très peu d'améliorations. Seuls les bourgeois locaux en tirent bénéfices.



I VENDÉE

LES GUERRES DE VENDÉE



EN mars 1793, la Convention décide une levée de 300 000 hommes. La République se donne une armée. Immédiatement, dans l'Ouest de la France, c'est le refus et la rébellion. La paysannerie, seule au départ, prend les armes. En juin, un conseil désigne comme chef de l'insurrection, un voiturier de village, Cathelineau devant lequel les nobles ralliés s'inclinent. La première guerre de Vendée c'est la colère des paysans contre les gens des villes, introducteurs dans les campagnes des mesures centralisatrices et anti-religieuses. Les nobles vendéens surent exploiter à leur profit ces différentes revendications. Et, très vite, ils prendront la tête des troupes. Cependant, face à ces soldats mal équipés, la nouvelle république réagit vite. Dès le mois d'octobre, s'amorce la déroute des Vendéens. C'est, en janvier 94 que la Convention charge le général Turreau et ses « colonnes infernales » de « pacifier » totalement la Vendée. Le génocide est en marche. L'ordre règne en Vendée.

O.P.A. SUR L'HISTOIRE DES VENDÉENS



EN 1978, l'histoire est à la mode. En Vendée comme ailleurs. A cette date est organisée, par un groupe de notables locaux un vaste projet tendant à faire renaître et populariser le patrimoine vendéen.

L'association du Puy-du-fou, qui mène l'affaire arrive à drainer des capitaux et de très nombreux bénévoles. Finalement, après l'organisation d'un où se furent surtout les « gloires régionales » qui furent encensées, on renvoya les quelques 1 300 bénévoles à leurs nostalgies.

Mais le spectacle servit de promotion pour les organisateurs. Jacques de Villiers, dont le père est conseiller général de Vendée et dispose d'appuis auprès de députés du coin, fut le promoteur de l'affaire. Aujourd'hui, il est à la tête « d'Alouette FM », une des radios locales les plus écoutées de France. Toujours dans la même veine, il a lancé en 83 « Alouette hebdo ». On lui prête aussi l'idée d'une télévision locale. Encore une alouette.

Ainsi, toute la vie culturelle et associative de la région est canalisée par une caste de notables intégristes de droite qui contrôlent les mairies, les conseils d'entreprises, les médias.

L'alouette n'a pas fait le printemps...

RAGON

L'ENGAGEMENT

« En 1945, petit prolo naïf, passablement inculte malgré mes orgies de lecture, j'ai été reçu comme un fils par Henri Poulaille et ses amis écrivains prolétaires qui étaient d'âge à être mes pères. Comme la plupart étaient anarchistes ou anarchisants, ils m'ont tout naturellement introduit dans les milieux libertaires.

Si je regarde en arrière, je m'aperçois que, depuis près de quarante ans, la première idéologie qui m'a été proposée est restée chez moi comme une constante puisque je n'ai jamais dévié de mon long compagnonnage avec la Fédération Anarchiste. J'ai fréquenté Louis Armand et son groupe stirnérien, Louvet, Lecoin, Joyeux, etc. J'ai collaboré activement au mouvement pacifiste de Louis Lecoin et à son action en faveur des objecteurs de conscience, collaboré activement à sa revue « Défense de l'Homme », participé aux galas et aux fêtes du « Monde Libertaire » (et collaboré à ce journal où j'ai connu à leurs débuts Brassens, Léo Ferré, Jean Yanne). Conservé jusqu'à ce jour une grande camaraderie avec Maurice Joyeux. Collaboré au groupe Louise Michel, à la « Rue », à « Radio Libertaire ».

Mon parcours dans le mouvement va donc des ancêtres (dont j'aurais pu être le fils ou même le petit fils) aux jeunes militants actuels pour lesquels je commence sans doute à prendre une figure d'ancêtre, mais qui me font le plaisir de me traiter en compagnon.

Malgré cette continuité, et ma conviction que si le socialisme a un avenir ce ne peut être que fécondé par la pensée libertaire, je n'ai jamais adhéré à la F.A. Je suis en effet persuadé qu'un intellectuel, et a fortiori un écrivain, ne doit adhérer à aucun parti, à aucune église, à aucun mouvement constitué, pour demeurer libre de ses actes, de ses jugements, de ses positions.

La séduction exercée sur les intellectuels par le communisme et le fascisme avait conduit, avant la guerre, Julien Benda à écrire son pamphlet « La Trahison des Clercs ». C'est aussi mon idée que tout clerc (expression figurée pour dire intellectuel ou penseur) qui adhère à un groupe trahit sa mission qui est de conserver en permanence son acuité critique. Regarde ce que l'adhésion au communisme a fait de ce pauvre pitoyable Aragon, ce que le fascisme a fait de Céline, ce que le gaullisme a fait de Malraux, ce que la peur de ne pas être progressiste a fait de Sartre avalant tour à tour les couleuvres staliniennes et maoïstes. Enfin, la F.A. a un drapeau et pour moi, un drapeau, même noir, est un drapeau de trop. Je suis trop anarchiste pour adhérer à la Fédération Anarchiste. »

(interview paru dans « Galerne », Vendée)

L'OUVREUSE ET LE LIBERTAIRE

Cinéma
et Anarchie

Introduire quelques éclaircissements sur l'anarchie au cinéma n'est pas simple ! Ni la pensée, ni l'expérience anarchistes ne sont sages comme des images, du moins celles qui nous sont donnés à voir si souvent. Pourtant, certaines corrélations existent, parfois même d'importance.

L'histoire du cinéma et l'histoire de l'anarchie étaient, jusqu'aux travaux de Pietro Ferrua (1), et une ou deux publications antérieures (2), demeurées parallèles. Pourtant, dès les premiers films muets, certains cinéastes, selon des angles variables, à différents degrés, ont porté à l'écran des dates, des noms, des faits divers ou essentiels, des gestes relevant de l'histoire de l'anarchie. Plus rarement, un film, un cinéaste peuvent être associés au sens de cette histoire.

Les intersections entre l'une et l'autre histoire ne sont pas toutes de valeur égale. De l'allusion qui ne dure que le temps d'un plan (Charles mort ou vif), au film tout entier tournant autour d'un événement (La Bande à Bonnot), d'une vie (Joe Hill), la gamme de ces intersections est très étendue. Mais à en considérer la valeur, il semble possible d'extraire plusieurs constantes.

Ainsi, fréquemment, la ressemblance entre le personnage qui joue l'anarchiste et l'anarchiste réel qui lui correspond semble hautement fortuite (comme par exemple flagrant, entre le héros de L'Aigle à deux têtes et Luigi Luccheni). Le rôle de l'anarchiste rejoint parfois un mythe, masquant la réalité plus qu'il ne la révèle (Sacco et Vanzetti), ou demeure réduit à une caricature (Lady L.), sans parler des films dans lesquels l'anarchiste représente l'ennemi principal (Les Diablotins rouges).

Le repérage de ces multiples coïncidences, points d'intersection entre deux histoires, celle du cinéma et celle de l'anarchisme, inaugure un dialogue imaginaire entre une ouvreuse et un libertaire.

(1). Une brochure « Anarchists in films » est parue à l'occasion du First International Symposium on Anarchism (du 17 au 24 février 1980, Lewis and Clark College, Portland, Oregon, USA). Nouvelle édition complétée en 1983. Pietro Ferrua a publié par ailleurs un article dans l'hebdomadaire anarchiste « Umanita'Nova », n° 27, 14 septembre 1980 et dans « Le Monde Libertaire » du 6 novembre 1983.

(2). Alan Lovelle, « Anarchist cinema », London, s.d., « Anarchy in the film », réimp. de l'éd. 1962. Anarchy n° 6.

L'ECRAN SOVIETIQUE

LES années autour de la révolution russe de 1917 témoignent d'une extraordinaire liberté de création, d'un immense pouvoir de l'imagination : en politique, en littérature, dans les arts, le théâtre, le cinéma, malgré la guerre et la rationnement. Très vite pourtant le pouvoir central se renforce et fait taire d'abord ceux des compagnons de la révolution qui n'acceptent pas les règles du jeu bolchévique : les socialistes révolutionnaires sont éliminés en 1918 ; le soulèvement des marins de Kronstadt (« Tout le pouvoir aux Soviets, non au Parti ! ») est écrasé en 1919 ; en 1921 l'Armée rouge vient à bout des partisans de Makhno qui, en Ukraine, ont tenu tête aux Blancs et aux irrédentistes, mais aussi aux Rouges qui n'entendaient pas les laisser reprendre leurs terres et autogérer leur société.

Le même durcissement et la même centralisation s'opèrent depuis lors à l'égard des créateurs. L'histoire est révisée au point d'en être défigurée. Ainsi les anarchistes deviennent, pour l'imagerie populaire et la ligne générale, le parangon de l'ennemi intérieur.

Dans *Les diabolins rouges* (1923), des enfants ont échappé à la dévastation de leur hameau par la « bande de Makhno », et prêté serment à leur père mourant de « lutter contre les ennemis du pouvoir des Soviets ». Ils feront preuve de « courage, d'habileté et d'astuce » en compagnie d'un jeune acrobate de rue noir, et finiront par faire prisonnier Makhno et l'amener à l'armée de Boudienny. Film populaire, aux aventures héroïques, aux jeunes héros beaux et sains, *Les diabolins rouges* connaîtra plusieurs épisodes et plusieurs imitations (1).

Tchapaev (1934) se fonde sur un récit homonyme du romancier Fourmanov. En 1919, pendant la guerre civile, les détachements de Tchapaev remportent victoire sur victoire dans l'Oural, bien qu'ils ne forment qu'une « masse semi-anarchique » et désordonnée sous les ordres d'un chef improvisé. Pour les éduquer politiquement, le parti envoie un commissaire qui partage avec Tchapaev

Février 1984 : un festival de cinéma est organisé à Genève par le Centre d'Animation Cinématographique. Thème : Cinéma et Anarchie. A cette occasion, le CIRA (Centre International de Recherches sur l'Anarchisme, CP 51, CH 1211, Genève 13) et les éditions Noir publient une brochure faisant le point des recherches sur ce sujet. Une deuxième édition, plus complète, est déjà en préparation. Parution prévue pour la rencontre de Venise en septembre 84.

le commandement. Le film retrace les relations et les conflits entre les deux hommes et la « conversion » de Tchapaev.

CE film fut salué comme exemplaire par l'éditorial de la *Pravda* ainsi que par d'autres partis communistes. Marc Ferro relate qu'il fut projeté à Madrid pendant la guerre civile : « On en comprend les raisons. *Tchapaev* met en scène la guerre civile des années 1918-1919. Les Rouges sont donnés en exemple, mais le film montre surtout la nécessité du centralisme à une heure où, en Espagne, ce problème est au centre du conflit entre communistes et anarchistes. Or *Tchapaev* montre que les héros se trompent, que la spontanéité conduit à des erreurs, que les individus meurent, alors que le parti voit juste, qu'il ne se trompe ni ne meurt jamais » (2).

La même année, *Les marins de Kronstadt* montre l'aide apportée par les marins à la défense de Pétrograd, mais non leur révolte ultérieure contre le pouvoir léniniste. Il faudra attendre 1963 pour que soit tourné un film sur le même sujet, tiré de la pièce de théâtre de Vsevolod Vichnievsky.

La tragédie optimiste.

L'argument de la pièce est simple : « Une femme, commissaire bolchévique, arrive dans un détachement de marins anarchistes ; après diverses péripéties qui lui permettent d'établir son autorité, elle conduit ce détachement au front où tous

trouvent la mort. Le sujet, qu'il convient de distinguer de l'argument, est d'une simplicité tout aussi remarquable : la bochévisation d'un groupe de marins anarchistes par l'action, tout à la fois souple et déterminée, d'une commissaire bolchévique (...).

POURQUOI, en 1932, en pleine « guerre littéraire », alors que l'Union Soviétique vit son premier plan quinquennal, Vichnievsky éprouve-t-il le besoin de ressusciter les combattants de la guerre civile ? (...) Il est clair que ces luttes culturelles ont eu pour enjeu le *pouvoir* dans les appareils artistiques et culturels. Il est clair aussi que la scène littéraire, par l'effet d'une sorte de tolérance, fut le lieu où se manifestèrent sous une forme mystifiée des oppositions politiques qui très rapidement avaient été réprimées — jusqu'à être presque totalement refoulées — dans les autres domaines de la vie sociale.

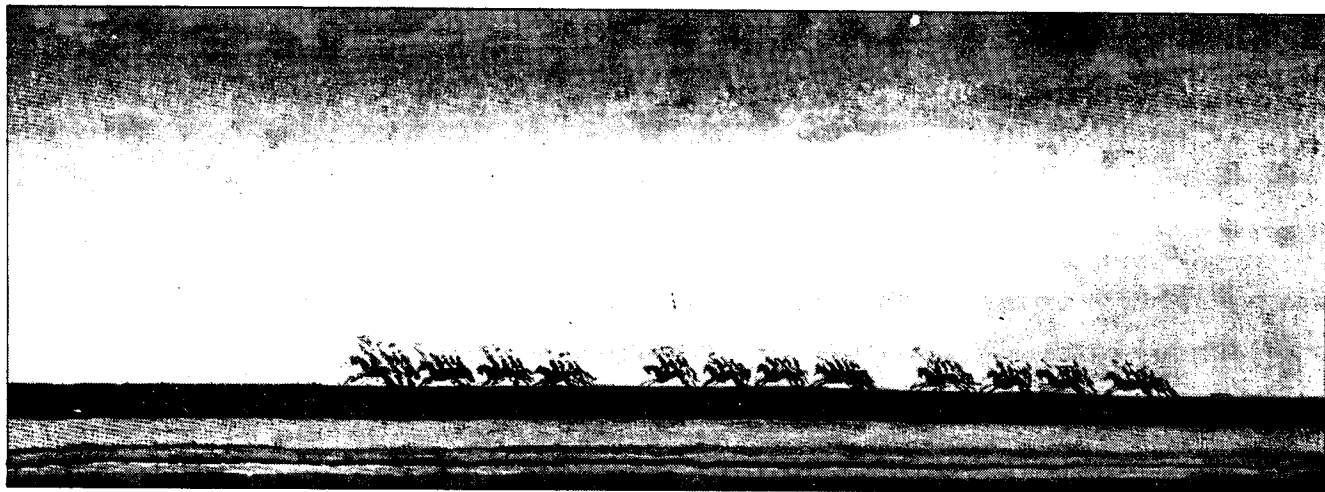
(...) Cette « guerre littéraire » qui fut métaphoriquement vécue sur le mode de la « guerre civile » se solda par la mise en place d'un appareil unificateur, l'Union des écrivains. (3)

(1) Voir *Le cinéma russe et soviétique*, sous la direction de Jean-Louis Passek ; Paris, Centre Pompidou, 1981.

(2) Marc Ferro, *Cinéma et Histoire*, Paris, Médiation 1977.

(3) *La tragédie optimiste*, brochure de présentation de la Compagnie Vincent-Jourdheuil, Paris, 1974.

*C'est l'ignorance qui fait les résignés.
C'est assez dire que l'art
doit faire des révoltés.*





IL Y A DIX ANS...

LE M.I.L.

La gauche barcelonaise refusera, la veille de l'exécution, de tenter une dernière mobilisation de masse comme le proposaient les membres du Comité de Solidarité avec les Prisonniers de l'ex-MIL. Elle se contentera, deux jours après sa mort, de porter une couronne sur la tombe de ce « militant antifranquiste ». Pourtant, durant fort longtemps, la police espagnole ne considéra le MIL que comme une « vulgaire bande de voleurs de banques ». Pour preuve : l'inspecteur Bocigas qui mena jusqu'au bout la chasse au MIL appartenait à la Brigade Criminelle et non pas à la Brigade Politico-Sociale... Alors, gangsters ou révolutionnaires ?

LE MOUVEMENT OUVRIER A BARCELONE

À cours de l'année 70, trois groupes distincts établissaient des contacts et constituaient un petit réseau :

- Une « Equipe Ouvrière », provenant des Commissions Ouvrières, qui s'opposaient aussi bien à leur prise en main bureaucratique par les staliniens qu'à leur tentative de manipulation gauchiste ;

- Une « Equipe Théorique », auteur d'une brochure sur le « Mouvement Ouvrier à Barcelone », parue en ronéo en février 70 et rééditée en offset le mois suivant ;

Il y a dix ans, malgré la mobilisation internationale, Franco faisait exécuter Salvador Puig Antich, membre de l'ex-Mouvement Ibérique de Libération.

Sa dépouille sera revendiquée par la gauche comme « antifranquiste », par les catalanistes comme « jeune catalane », par les libertaires comme « anarchiste ». Mais, le MIL, c'était quoi au juste ?

- Une « Equipe Extérieure », basée à Toulouse, auteure de cette réédition « luxueuse ».

La grève « sauvage » des travailleurs barcelonais de Harry Walker — filière de Solex — menée de façon autonome et assemblée du 17 décembre 70 au 15 février 71 allait mobiliser les trois équipes et les influencer fortement.

« Prenant leurs désirs pour des réalités (les 3 équipes) crurent le prolétariat espagnol mûr pour passer à une phase supérieure et pour s'organiser en d'authentiques Conseils Ouvriers. Elles décidèrent de donner l'exemple : une fois terminée la grève qui avait accaparé toutes leurs énergies, elles décidèrent de se constituer en Groupes Ouvriers Autonomes » (1).

Les GOA allaient se lancer dans l'édition de brochures, financées et imprimées à

Toulouse (voir encadré). L'une d'entre elles, parue en mars et intitulée « Boycott aux élections syndicales » convoquées pour ce même mois par le syndicat franquiste occupe une place particulière. D'abord parce qu'elle témoigne d'une première dissension sérieuse entre l'ancienne Equipe Ouvrière et l'ex-Equipe Théorique. Ayant probablement remis les pieds sur terre, le

secteur ouvrier ne croyait plus à l'existence d'une période pré-révolutionnaire et se prononçait pour une participation tactique à ces élections. Ensuite parce que les « théoriciens », soutenus par l'ex-Equipe Extérieure, maintiennent leurs analyses mais pour ne pas compromettre le sigle GOA signent pour la première et dernière fois la brochure par le chiffre-sigle « 1 000 » (en espagnol « mil »).

Les relations, de plus en plus distendues entre le secteur ouvrier qui conserve le sigle GOA et le « 1 000 », s'interrompent définitivement lorsqu'en juin 72 cette dernière organisation décide de se doter de deux secteurs spécifiques : l'un pour la théorie (les futures « Editions Mai 37 »), l'autre pour la pratique (les Groupes Autonomes de Combat). Paradoxalement, l'organisation politico-militaire MIL créée comme « groupe spécifique de soutien aux luttes et aux fractions les plus radicales du mouvement ouvrier de Barcelone » passe à l'action au moment même où elle se coupe de son « secteur ouvrier ». Et les membres prolétariés des GAC cesseront de l'être dès lors, en raison de leur « entrée en clandestinité ». Certains ont pu se demander, à juste titre, si le MIL n'avait pas confondu intérêts particuliers et intérêt général...

SOCIALISATION ET EXPROPRIATION

DANS la nuit du 14 au 15 août 72, les GAC pénétraient dans un magasin de matériel d'imprimerie, à Toulouse, et emportaient des machines pour une valeur de 76 000 F. L'épisode mérite d'être remarqué car ce matériel, retrouvé par la police le 9 septembre — aux côtés d'armes et de liasses de billets — dans une ferme

une mystérieuse « bande aux Stens »...

près de Toulouse fut restitué à ses propriétaires pour disparaître à nouveau dans la nuit du 13 au 14 décembre... L'affaire de la ferme provoquera l'arrestation, à la mi-septembre de Salvador Puig Antich, près de Pau, d'Oriol Solé Sugranyes et Jean-Claude Torres, à Toulouse, un mandat d'arrêt pour Jean-Marc Rouillan. Les 4 personnes seront jugées le 8 mars 73 et condamnées à des peines de 6 mois à 1 an.

Entre-temps, en ce début 73, les hold-up se multipliaient à Barcelone et dans la banlieue. Une bonne trentaine, en quelques mois, dont au moins 11 furent attribués à une mystérieuse « bande aux Stens » qui totalisait à elle seule un butin de 24 millions de pesetas. On plaça deux policiers devant chaque succursale bancaire, la presse se déchaîna contre les « 6 sauvages » auteurs du hold-up du 28 novembre 72 à la Banque Centrale, tout en se gardant bien de signaler le communiqué laissé sur place.

Comme en témoigne l'épisode du matériel d'imprimerie, les GAC affectionnaient les opérations-provocations. Dans un genre différent, ils réalisèrent un braquage dans une banque située juste en dessous des bureaux barcelonais de la

Brigade Politico-Sociale. Ou encore, ce hold-up réalisé le 27 janvier 73 à 50 m d'une banque dévalisée 8 jours auparavant.

Le 2 mars 73, un an jour pour jour avant l'exécution de Puig Antich, un braquage manqua de se terminer mal : les GAC blessèrent un caissier trop zélé qui s'appropriait à déclencher l'alarme.

DEUX CONGRÈS, UNE AUTO- DISSOLUTION

TOUTEFOIS, depuis ce même mois de mars, le MIL était confronté à de fortes tensions internes en raison de la division de plus en plus poussée entre théorie et pratique. L'ancienne Equipe Théorique était inactive, n'ayant pu encore mettre en place les « Editions Mai 37 ». Et la préparation du n° 1 de la revue du MIL « C.I.A. » (2) révéla la réalité : les GAC avaient le quasi-monopole sur les tâches dites techniques : imprimerie, passages de frontière, faux papiers, financement. En outre, ils laissaient aux théoriciens le soin d'expliquer et de revendiquer les actions des GAC alors que ces derniers, agissant à visage plus découvert, ne

pouvaient en assumer les risques. Enfin, certains membres des GAC eux-mêmes critiquaient cette division des tâches. Ils provoquèrent un Congrès en mars qui ne put rien résoudre. Les mois de juin et juillet furent le théâtre de nombreuses réunions entre les membres des GAC se prononçant pour des groupes d'affinité ambivalents et ceux des Editions qui avaient enfin démarré en mai 73. Ils convoquèrent un nouveau Congrès en août au cours duquel les « affinitaires » et les Editions imposèrent aux défenseurs des thèses « militaires », « l'auto-dissolution de l'organisation politico-militaire dite M.I.L. ».

En septembre, la rupture était totale, le MIL auto-dissout, mais les GAC étaient en pleine réorganisation. Une situation d'autant plus délicate qu'un incident survenu le 21 juin rendait certains membres très vulnérables.

En effet, ce jour-là, après avoir retrouvé dans un bar barcelonais Francisco Javier Garriga Paituvi et une fille appelée Pilar, Salvador Puig Antich quitta les lieux en leur compagnie mais oubliant sur place une sacoche. Revenu sur ses pas pour la récupérer, il eut juste le temps de prendre les jambes à son cou alors que l'un des barmen s'appropriait à appeler les flics.

Ces derniers récupérèrent ainsi : un pistolet, un télégramme en provenance de Toulouse, 85 000 pesetas, un numéro de boîte postale, un reçu de location d'appartement et, le bouquet, un lot de faux papiers comportant la photo de certains membres des GAC... L'un des policiers, ami de la famille Pons Llobet, reconnut ainsi la photo de José Luis Pons Llobet. Ce dernier ne sera pourtant arrêté que trois mois plus tard, en d'autres circonstances.



LE DÉBUT DE LA FIN

UNE nouvelle fois, l'un des GAC s'adonne à une opération/provocation. Pour fêter à sa manière l'anniversaire du hold-up réalisé le 15 septembre 72 à Bellver de Cerdagne, il décida d'y revenir le 15 septembre 73. Les trois hommes emportèrent un butin de 580 000 pesetas mais le système d'alarme ayant été modernisé la police rappiqua très vite. Réfugiés dans les montagnes, ils furent traqués jusqu'au 17, jour de l'arrestation de Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Llobet. Le troisième, Jorge Solé, frère d'Oriol, parviendra à s'enfuir et à gagner la Belgique.

Le 18, la police arrête la compagne de Pons Llobet, Maria Angustias Mateos Fernandez. Le 21, c'est le tour de Maria Luisa Piguillén Mateos et Emilio Pardiñas Viladrich. Le 22, Manuel Antonio Cañestro Amaya. Le 23, Santiago Soler Amigo. Ce dernier, en très mauvaise santé, avoue avoir un rendez-vous le 25.

Ce jour-là, Francisco Javier Garriga Paituvi se présente au lieu de rendez-vous, en compagnie de Salvador Puig Antich. Leur arrestation



une sacoche dans un bar de Barcelone...

sera mouvementée : violente bagarre, la police les désarme, nouvelle bagarre. Tombé au sol, Puig Antich sort une seconde arme, tire. La police réplique. A la fin de la fusillade, le sous-inspecteur Anguas Barragán reste au sol, mortellement blessé, aux côtés de Puig Antich blessé à la tête et à l'épaule.

La mort du policier restera un mystère. Transféré d'urgence à l'hôpital, les médecins affirmeront avoir vu 5 impacts de balles. Pourtant, la police récupéra précipitamment son corps pour une autopsie sommaire réalisée dans un commissariat de quartier et à l'issue de laquelle elle déclara que le sous-inspecteur avait reçu trois balles provenant de l'arme de Puig Antich !

Le 26 novembre était rendu public l'acte d'accusation contre Puig Antich, Pons Llobet et Mateos Fernandez. Accusés tous trois d'avoir participé ou collaboré au hold-up du 2 mars 72 au cours duquel le caissier fut blessé, on retenait une seconde charge contre le premier pour la mort du policier. En conséquence, le procureur militaire demandait : deux peines de mort et le versement de 700 000 pesetas à la veuve pour Puig Antich : 30 ans pour Pons Llobet et 6 ans pour Mateos Fernandez.

SOLIDARITÉ ET RÉPRESSION

SEULE Barcelone verra la création d'un Comité de Solidarité avec les prisonniers de l'ex-MIL, dans tout l'Etat espagnol ! Outre les « rescapés » de l'ex-MIL, de très nombreux groupes et militants libertaires y participèrent dont ceux s'activant à la reconstruction de la CNT. Si la police allait en profiter pour déclencher une vaste opération contre le mouvement libertaire de Barcelone, tout n'allait pas non plus pour le mieux entre les divers participants au Comité. Pour les membres de l'ex-MIL, les ans tentaient de récupérer la figure de Puig Antich et le MIL lui-même. Pour certains libertaires, l'ex-MIL tentait

d'utiliser le Comité pour recruter de nouveaux membres et organiser des actions armées... A ces dissensions qui affaiblissaient indiscutablement la mobilisation déjà difficile, devait s'ajouter, à 15 jours du Conseil de Guerre, l'exécution par l'ETA de l'homme fort du régime, l'amiral Carrero Blanco. Cet attentat allait coûter la vie à Puig Antich. Le Conseil de Guerre des 7-8 janvier 74 rendit sa sentence le 10 : peine de mort pour Puig Antich, 30 ans pour Pons Llobet, 6 ans pour Mateos Fernandez. Le jour même, une manif réunissait 600 personnes dans les rues de Barcelone. Le lendemain commencèrent les attentats à Barcelone et sa banlieue contre les « monuments à la victoire » (franquiste), les commissariats et des banques.

En France, aux côtés des mobilisations et de la création de comités de soutien, fit également son apparition le soutien armé. Ainsi, le 16 janvier, à Ivry, la police interpellait 4 personnes soupçonnées de vouloir se rendre à Orly pour y détourner un avion d'Ibéria. Deux d'entre eux avaient appartenu au MIL : Jean-Claude Torres et Miguel Romero Patino. Les

deux autres appartiendraient bientôt aux GARI : Michel Camilleri et Pierre Roger.

Mais rien ne put contrer le désir de vengeance de Franco après l'exécution de son dauphin. Puig Antich ne s'y était pas trompé lorsque, le 20 décembre 73, il affirma depuis la prison : « C'est un tour de con ! Ceux-là, non contents de se faire la peau de Carrero, se sont faits la mienne ».

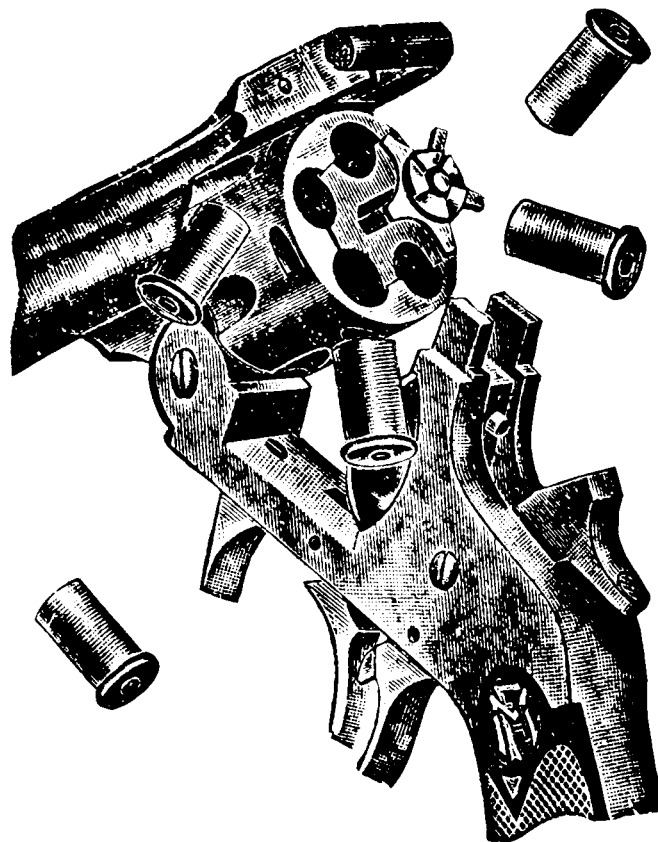
Le Conseil des Ministres du 1^{er} mars se déclara « informé » de la peine de mort mais Franco n'envisagea à aucun moment une mesure de grâce. Ce n'est qu'à 22 h que la nouvelle fut annoncée : dans les 12 heures, à la prison « Modelo » de Barcelone, le garrot entrerait en action.

Ce 2 mars 74, comme pour faire bon poids - bonne mesure, à une centaine de kilomètres de Barcelone, un détenu de droit commun d'origine polonaise était également garroté : Heins Chez.

Julien DREUX

(1) « El MIL, Puig Antich y los GARI », de Telesforo Tajuelo, éd. Ruedo Ibérico, Paris.

(2) Sous-titrée « Conspiration Internationale Anarchiste ».



un droit commun d'origine polonaise...

LE passé et les expériences des membres du MIL étaient si diverses qu'ils tentèrent de les dépasser en proclamant la fin du vieux mouvement ouvrier (partis, syndicats) et la fin des idéologies. Si un tract du MIL-GAC proclamait « pour les conseils ouvriers, pour le communisme libertaire (...) vive l'anarchie » et si les trois dernières lettres de Puig Antich à la veille de son exécution se terminaient par « Salut et Anarchie », c'est dans les publications et les déclarations du MIL qu'il faut aller chercher des éléments théoriques.

Que ce soit en tant que GOA en 71 ou en tant qu'« Editions mai 37 » en 73, on trouve des textes aussi divers que : « Proletariat et Organisation » de Cardan (Castoriadis) ; « Qui succèdera au capitalisme » de l'ex-trotskiste Balazs ; « Entre la révolution et les tranchées » de Berneri ; « Lénine et la révolution russe » de Ciliga ou encore « Parti et classe ouvrière » de Pannekoek. Le MIL fut également influencé par certains textes du groupe français « Révolution Internationale ».

Mais plus que tout autre, c'est le texte d'auto-dissolution qui exprime clairement sa pensée « La consolidation de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière c'est l'auto-organisation sur les lieux de travail, à travers les comités d'usines, de quartiers, à travers la coordination et la généralisation de la lutte, en appliquant la ligne de lutte des classes, la ligne communiste. La pratique du MIL est liée au développement du Mouvement Communiste dont il fait partie ».

Il dénonçait l'antifranquisme pour affirmer bien haut son anticapitalisme ; il dénonçait le « vieux mouvement ouvrier » pour affirmer son antipartidisme et son antisindicalisme. Et à ceux (y compris ex-MIL) qui constituèrent le Comité de Solidarité à Barcelone, les emprisonnés répondaient que « l'intensification de la lutte pour la destruction du système qui engendre la répression est la meilleure manière de développer la solidarité révolutionnaire avec les emprisonnés ».

UNE PAGE... UN MOUVEMENT

EL HORIA... LA LIBERTÉ...

Un journal contre le racisme tranquille, contre les Dupont-la-Joie et Tontons-Flingueurs jouant les cow-boys dans les grises cités.

Le racisme n'est plus une maladie honteuse, on voit chaque jour les racistes de tous poils affirmer haut et fort ce que jadis ils cachaient.

De la Droite, ce n'est pas une surprise, ils n'ont eu qu'à reprendre un de leurs vieux chevaux de bataille.

De la gauche, de par son humanisme bon teint, c'est déjà plus gênant.

Y a pas à dire mais Gauche et Droite se sont bien laissés bouffer par la gangrène raciste.

Et puis il y a la crise (mondiale, la crise) et son cortège de chomeus, de boîtes qui ferment, un pétrole qui soi-disant coûte les yeux de la tête...

Contre ce racisme tranquille, contre la remontée du fascisme, contre les Dupont-la-Joie-Tontons-Flingueurs qui jouent les cow-boys dans nos cités grises, il est plus que temps d'aller à rebrousse-poil.

Les immigrés deuxième génération, en organisant/participant à la marche pour l'égalité et contre le racisme, en créant des associations culturelles et politiques, des radios,

montrent qu'un mouvement est en train de se créer. Pour la première génération c'est plus complexe, mais ce qui s'est passé à Talbot...

C'est là que se situe le journal EL HORIA (la Liberté) édité par le Groupe de Rouen de la Fédération Anarchiste.

Vu les contacts que nous avons actuellement, il semblerait que nos idées et notre volonté ne sont pas vaines et qu'il se passe quelque chose...

En attendant, si vous vous abonnez ce serait très bien.

Abonnement : 4 numéros : 25 F, soutien : 50 F.

Au sommaire du n° 2 : 80 000 à Paris et après ?, le racisme tranquille, ils font baisser le niveau, Algérie : les arrestations, les femmes kabyles, les anarchistes et les guerres d'Algérie...

L'équipe d'EL HORIA

EL HORIA 9, Impasse des Pommiers 76800 St-Etienne du Rouvray

Journal cover for EL HORIA "la liberté" featuring the headline 'MITTERRAND : LE RACISME TRANQUILLE', a large Arabic calligraphic title, and a photograph of a crowd with a banner that reads '80 000 à Paris... et après ?'.

LES BALEINES
FONT DES BULLES

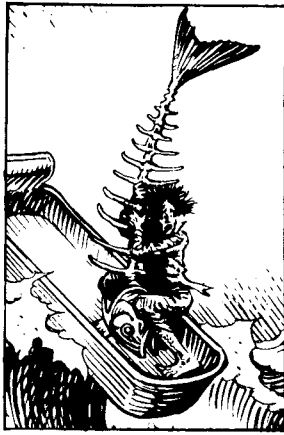
Les yeux tristes des bébés phoques, les bondissants canots pneumatiques, les tortues Luth et les baleines bleues, les déchets nucléaires... Greenpeace aux couleurs de l'espoir. Douze années de luttes pour sauver mers et rivages. Ils ont été 76 dessinateurs à répondre à l'appel de cette organisation combattive. Pas un pinceau, pas un crayon, de ceux qui comptent, ne manque à l'appel : Manara, Plantu, Mœbus, Kiki Picasso, Franquin, Cabanes, Topor, Tardi... Et ça donne « A ma mer », le livre où les baleines peuvent faire des bulles en toute liberté. Comme un feu d'artifice fêtant la victoire, puisque en 85-86 se terminera officiellement la chasse aux baleines.

En même temps paraît chez Laffont le livre d'un des fondateurs en 69, Robert Hunster, « Greenpeace », racontant les débuts du mouvement. Alors, si vous avez deux mains, rien ne vous empêche de lire deux livres.

T.A.

• « A ma mer » (Casterman, 104 p., 95 F, Greenpeace, 3, rue de la Bûcherie, 75005 Paris.

• Robert Hunster, « Greenpeace » (Robert Laffont, 441 p., 80 F).



UN CHAT NOIR, OU ÇA ?

Il fallait le faire. A une triste époque où les essais théoriques ne se lisent presque plus, N. Trifon a osé réfléchir sur le marxisme-léninisme tel qu'il est codifié, utilisé en URSS et dans son empire européen. Le résultat est plus qu'intéressant. Parce qu'il y a quand même problème : « personne ne croit plus à l'idéologie sans que cela empêche le système de fonctionner et pas seulement au bâton ou à la seringue ». Et Trifon explique comment s'est déroulé ce processus de codification du m.-l. depuis la révolution jusqu'au révisionnisme kroutchévien.

Dans la seconde partie réservée à l'intelligentsia critique, il y a la diversité de la dissidence et de ses rapports au marxisme. Non sans humour, Trifon, à travers certaines blagues circulant à l'Est, analyse la mort d'une théorie qui voulait avoir réponse à tout : « Qu'est-ce que la science ? C'est chercher les yeux bandés un chat noir dans une chambre obscure. Qu'est-ce que la philosophie ? C'est chercher les yeux bandés, dans une chambre obscure, un chat noir qui ne s'y trouve pas. Et le matérialisme dialectique ? C'est chercher les yeux bandés, dans une chambre obscure, un chat noir qui ne s'y trouve pas et s'écrier tout à coup : ça y est, je l'ai attrapé ! ».

Membre du collectif « Iztok », Nicolas Trifon collabore également aux revues Babylone, Change International et Proceso. Un auteur à avoir dans sa bibliothèque.

V.M.

• Nicolas Trifon, « Marx à l'Est », les Cahiers du Vent du Ch'min, 5 bis, rue Rolland-Vachette, 93200 St-Denis, 68 p., 25 F.

CLASH : THE LAST
GANG IN TOWN

Les Clash étaient jusqu'en 83, le dernier groupe important de rock : « The last gang in town ». Faisant face de tout un bloc et de tous ses membres : contre les critiques, punks attardés aux épingle à nourrice et autres maisons de disques kebrante. Des années 77, et de la bourrasque de punkitude qui déferla d'Angleterre était sorti ce groupe. Un rock'n'roll band à principes qui arrivait à lier : le côté frime, plaisir pur de jouer et un refus farouche des compromis, une image d'intégrité contestataire.

Mais déjà deux tendances s'escriment. A ma gauche, Joe Strummer, chanteur, le côté politique du Clash. A ma droite, Mick Jones, guitariste, le clean rock'n'rollien. Ces deux visions qui avaient fait la richesse du groupe, se sont exacerbées jusqu'à l'éclatement. C'est dur le rock rebelle !

Dernière production du groupe « Combat Rock » en 82. Et ça démarrait par un « This is a public service announcement... with guitar ! Know your rights ! ». Résultat de la gamberge de Strummer : mise à l'écart du batteur pour usage d'héroïne, éviction du Mick Jones pour vedettariat. C'est plus des rockers, c'est l'Internationale Situationniste ! Retour donc à la voie-Strummer, celle du début du « punk-groupe », celle du rock-médium.

Clash splitt autopsy. Mick Jones était devenu l'incarnation du vieux démon des rockers : la paresse engendré par le succès, les dents limés par le show-bizz « Mick, dit Strummer, se croyait une super star, un grand producteur, un grand guitariste et tout ça... Mais en réalité, qu'est-ce que Clash ? c'est un tout petit groupe, presque rien en comparaison avec tous ces groupes bidon de Heavy Metal ou de Police. Il aurait fallu continuer à se battre, mais Mick ne s'en rendait pas compte. Il était satisfait de lui, et un artiste satisfait de lui est mort ! ».



Après deux années de silence, Clash revient en 84. Débroussaillage des racines 77, guerre à la pop molle, commando guérilla. Plus punk et moins rock. Moins de bavardage et plus de méfiance envers ceux « qui vivent de la mythologie du rock loser, de la drogue et compagnie ». « Nous avons entamé une bataille pour prouver que le rock rebelle peut être énorme sans se renier, sans faire de compromis ». Oui mais les pressions ? Le type qui doit nourrir quatre gosses et qui fait grève, il fait vraiment face à des pressions. Pas une rock star ! C'est de la rigolade... En fait le système tant qu'il fait de l'argent sur le dos de quelqu'un, se fiche de savoir qui vend les disques : c'est son point faible ». Donc, les Clash 84 en rodage : 5 punks en commando guérilla aux dents longues. Tous ceux qui s'étaient fait une profession de remplacer les Clash sont renvoyés à l'école. Place à l'ouragan !

POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE

Zoologiste, préhistorien, chercheur et militant, Henry Chevallier nous propose un excellent petit ouvrage de vulgarisation sur l'écologie.

En guise d'hors d'œuvre, l'auteur nous sert un premier chapitre s'attachant à expliquer, de façon technique et pourtant tout à fait accessible, les termes spécialisés essentiels de même que les divers cycles écologiques (terrestres, aquatiques, animaux, humains).

Le repas ainsi commencé, les deux plats de résistance peuvent arriver : l'écologie appliquée et l'écologie politique. Pour la première, Chevallier passe en revue nuisances, pollutions, crottes nucléaires et autres ragouts pestilentiels en indiquant, à l'occasion, les solutions écologiques possibles. Il nous entraîne, par là même, inévitablement, vers la question du politique : centralisme jacobin, étatisme.

Le dessert ne pouvait être autre : « *Le langage politique écologiste est un langage libertaire, n'en déplaît à beaucoup d'écologistes qui ne s'en rendent pas compte* ».

Offrez-vous ce bon petit gueleton et, surtout invitez-y votre entourage. Ça vaut le détour un trois étoiles.

P.A.

• Henry Chevallier « *Éléments pour une écologie politique* » Ed. Ende Doman, La Bertrand, Fusterouau, 32400 Riscle. Menu de 160 p. : 45 F service compris.

LE RETOUR DE MALATESTA

Le Groupe Premier Mai d'Annecy vient de publier deux nouveaux volumes des œuvres de Malatesta.

Le premier « *Anarchistes, socialistes et communistes* » (400 p., 50 F) regroupe les polémiques qui, tout au long de sa vie, opposèrent Malatesta aux tenants du parlementarisme, du socialisme parlementaire, de la « dictature du prolétariat ».

Le second, « *Pour ou contre les élections* » (128 p., 15 F), retrace la polémique qui opposa — courtoisement — Errico Malatesta à son ami Francesco Savério Merlino, anarchiste « converti » au parlementarisme...

Voilà donc près de 800 pages de Malatesta édités en français, la majeure partie encore inédite dans cette langue.

• Edition du Groupe Premier Mai, Jean-Pierre Ducret, Lieu-dit « Chez Vau-dey », 74350 Cruseilles.

LA MESURE EN ACTION

Le Mouvement d'Action Musicale (MAM) diffuse une revue d'analyse et de réflexion sur les conditions actuelles de production et de diffusion de la musique : « *Action Musicale* ». Porte-parole du M.A.M., cette revue s'efforce de faire connaître et de soutenir toutes les mesures et initiatives qui tendent à développer la création et la pratique musicale. Partie prenante d'un changement en cette matière, elle est favorable à la décentralisation de la vie de la musique, à la lutte contre les inégalités sociales d'accès à la musique et refuse de prendre la rentabilité financière comme critère unique de production ou d'initiative. A sa lecture, on dénote un intérêt affirmé pour tous ceux qui ont une vie musicale active : les professionnels et les producteurs bien sûr, mais aussi les amateurs, les enseignants, voire les spectateurs. De quoi y trouver son compte. D'autant plus qu'un excellent numéro vient de paraître : « *Femmes et Musique* ».

magazine libertaire



COMME UN FEU SOUTERRAIN

Un recueil de textes intéressants. Il est constitué de déclarations, lettres, poèmes venus de l'Est à travers les samizdats. Certains ont déjà été publiés dans « l'Alternative » mais ici l'intérêt vient de ce qu'une large part est faite enfin aux grèves dans les camps ou dans l'industrie. Le quotidien carcéral et civil y transparait non seulement dans sa misère mais aussi dans les révoltes qu'il engendre.

Le SMOT a dans le livre une place de choix. Les divers militants du syndicat libre tracent la même route ; arrêtés, internés ou psychiatisés à tour de rôle et de bras. Malgré cet enfer quadrillé par le temps, la lutte renaît, les publications clandestines circulent à nouveau en attente de l'intervention prochaine du KGB. A lire aussi les deux pages consacrées à Shobov, à la revue « Perspektivy » et à « l'opposition de gauche » de Lénine à la fin des années 70, et dont on avait tant parlé dans les milieux libertaires occidentaux.

Recueil nécessaire pour connaître, par les acteurs eux-mêmes, un autre monde que celui qui nous est le plus souvent donné par les grands ténors de la dissidence.

V.M.

• « Le feu souterrain », recueil de textes du Samizdat d'URSS, Edition Ad Hoc, 134 p.

29

MAGAZINE A LIRE ET REGARDER

Première impression magnifique. Une moquette à vous réjouir les yeux, et intelligente en plus. Faut dire que la presse libertaire nous a si peu habitués à ce soin porté au regard du lecteur que le « Magazine Libertaire » numéro un est comme une cassure. Avis à ceux qui, à partir de maintenant oseraient faire moche !

Deuxième impression : peut mieux faire. Je sais, c'est un difficile pari qu'un trimestriel culturel anarchiste. Mais il ne suffit pas de réunir de grands noms (et il y en a à la pelle dans ce numéro : Ferré, Ragon, Livrozet, Manara...) pour réussir du premier coup. Mais dès que la rédaction osera ce qu'osent les graphistes, le mouvement libertaire aura enfin une très grande revue culturelle. Nous, on pari qu'ils réussiront ! Aidez-les, bon sang, abonnez-vous !

T.A.

• MAGAZINE LIBERTAIRE, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 20 F.

KIOSQUE

Guerre et paix indiennes au Nicaragua



30

DEPUIS 1981, époque où les conflits entre l'organisation Misurasata (Union des Indiens Miskitos, Sumos et Ramas) et le gouvernement de Managua ont éclaté, l'histoire des relations Miskito-Sandiniste a été de façon constante mal rapportée et manipulée. Chacun se souvient des photos du Général Alexander Haig, photos de Miskitos massacrés et qui, en fait, étaient de faux documents (photos de corps brûlés après un massacre commis par les troupes de Somoza soutenus par les américains). Le département d'Etat américain, et bien sûr le Président Reagan, nullement ébranlés ou gênés par les photos du Général Haig, ont continué à dénoncer publiquement la politique du gouvernement Sandiniste envers les Miskitos, une prétendue droiture morale pour les droits de l'homme qui n'a fait que rendre confus ce problème.

De son côté, le gouvernement de Managua, bien qu'admettant ses erreurs initiales dans la conduite de sa politique indigène, niait des erreurs fondamentales. Il se relâche, condamnant toute critique et remarque sur sa politique pratiquée sur la côte Est, toute intervention ne pouvant être considérée par lui que comme contre-révolutionnaire.

Ainsi, écartelés entre l'Est et l'Ouest, parce que leur but d'un territoire indigène autonome ne correspond pas à des préoccupations géopolitiques répandues, les Indiens se retrouvaient orphelins politiques.

MISKITOS-SANDINISTES

LE CONFLIT

Interview du Dr Bernard Nietschmann par Akwesasne Notes

Dr Nietschmann, il y a de nombreuses personnes progressistes qui se poseront des questions et éventuellement condamneront votre témoignage, le taxant de contre-révolutionnaire jouant le jeu des Etats-Unis dans la région.

C'est une histoire difficile à révéler parce que je connais de nombreux journalistes qui montreraient le rapport uniquement pour embarrasser le gouvernement sandiniste, tout en oubliant la signification du récit, qui est en fait celle d'une révolution indienne nationale, d'un peuple indien étant forcé de prendre une position militaire et politique et se réaffirmant lui-même sur son propre territoire.

Quels sont, à votre avis, les objectifs militaires et politiques des Miskitos ? Les guerriers vous en ont-ils parlé ?

Partout, dans chaque camp, c'est un sujet de discussion, le plus fréquent : « Comment va-t-on organiser notre pays après avoir repoussé l'armée sandiniste ? ». Ceci est très important parce que de tout ce j'ai rassemblé, il ressort que, malgré les alliances temporaires que le Misura doit faire actuellement, son objectif n'est pas de renverser les sandinistes au pouvoir à Managua, mais de les chasser de leurs terres. Bien qu'il soit un peu tôt pour parler de « zones libérées », elles existent de fait. De vastes régions sont sous le contrôle effectif des guerriers Miskitos et dans ces régions, il y a déjà des éléments qui permettent de savoir à quoi ressemblera leur région à l'avenir : un peuple vivant une vie de villages traditionnels.

Oui, c'est une situation complexe et les guerriers Miskitos ont des alliances discutables.

Cela ne devient complexe que si vous écoutez la droite ou la gauche. Actuellement, il est très facile de comprendre la révolution indienne. Suggérer que les Indiens sont manipulés, prétendre qu'ils n'ont pas la capacité de mener leur propre combat, est en soi une attitude raciste et

paternaliste. La vérité est que la révolution indienne sur la côte est du Nicaragua est menée par les Indiens eux-mêmes et qu'elle est une guerre populaire soutenue par l'immense majorité des Indiens de la région. Les Miskitos, Sumos et Ramas n'ont pas d'intérêt à s'aligner avec les autres peuples indigènes et les autres cultures indigènes qui peuvent comprendre leur situation. Leur problème, c'est les armes, parce que personne à l'intérieur ou à l'extérieur du Nicaragua ne fournit directement des armes aux Indiens alors que les guerriers Miskitos, Sumos et Ramas en ont besoin.

La question la plus fréquente est : « où les Miskitos obtiennent-ils leurs armes, »

D'abord, laissez-moi dire qu'il n'y a pas d'armes fabriquées au Nicaragua. Toutes les armes de la région viennent de l'extérieur. De nombreuses personnes sont choquées par le fait que les guerriers Misura puissent obtenir des armes du groupe ARDE (Alliance Démocratique Révolutionnaire) ou FDN (Front Démocratique du Nicaragua soutenu par la CIA). Mais auprès de quel pays acceptable le Misura pourrait-il obtenir des armes ? S'ils en obtiennent de la Chine, par exemple, cela rendrait-il leur combat plus légitime ? Ou de la Lybie ? ou du Canada ? Leur combat serait-il alors plus acceptable ? Il n'existe pas de pays pro-indiens dans cet hémisphère. Aucun. De toute façon, qui peut prétendre que les sources d'approvisionnement en armes peuvent manipuler ou détourner les aspirations et les buts indiens.

Envisager la situation avec une approche de droite ou de gauche est déjà une vision européenne. Pour comprendre la lutte indienne, on doit comprendre les perspectives indiennes. Et du point de vue Miskitos, ce qui importe est d'obtenir des armes parce que ce sont les leurs qui sont tués jour après jour. Actuellement, les Miskitos n'ont pas le luxe d'avoir des sensibilités politiques de droite ou de gauche. En ce qui concerne les soi-disant alliés des Indiens, l'ARDE et le FDN, les Indiens comprennent cela comme des mariages d'intérêts. Ils ne fournissent d'ailleurs pas aux Indiens des armes adaptées, car eux aussi, essaient de les limiter et sont,

A PIED ET EN BATEAU

LE Dr Nietschmann, journaliste et enseignant à l'université de Berkeley en Californie, est revenu récemment d'un voyage d'enquête de dix semaines sur la côte Est du Nicaragua. Le Dr Nietschmann parle courageusement Miskito et est l'auteur de plusieurs livres traitant de cette région. Il a voyagé à pied au Nicaragua, à travers le Honduras et le Costa Rica, et a visité des dizaines de villages indiens au moyen d'un petit bateau. A notre connaissance, l'effort du Dr Nietschmann est le seul de ce type parmi les observateurs américains. Scientifique ayant initialement soutenu le gouvernement sandiniste, il a visité la région pour, selon lui, « voir par moi-même ce qui était arrivé à mes nombreux amis et relations parmi les peuples Miskito, Sumo et Rama ».

à long terme, très mal à l'aise à l'idée d'une force indienne puissante. Par exemple, les Indiens savent que ni le FDN ni le ARDE ne souhaitent leur fournir suffisamment d'armes pour créer une armée, limitant l'armement indien à une seule capacité de guerrilla. Les guerriers Indiens disent : « A partir de maintenant, quel que soit le gouvernement au pouvoir dans la région, s'il dénie aux Indiens les droits d'autonomie et d'autodétermination, nous ferons une troisième révolution ».

Dr Nietschmann, en 1980, vous avez été invité par le gouvernement du Nicaragua pour conseiller et promouvoir l'établissement d'un parc national marin sur la Côte nord-est du Nicaragua, en relation avec plusieurs communautés Miskitos. Bien que ce projet n'ait pas abouti, il a dû y avoir un moment où vous étiez plein d'espoir sur les possibilités que le nouveau gouvernement développait sur la côte est.

Oui, de nombreuses personnes étaient pleines d'espoir en 1978, 1979 et 1980. Espoir d'une nouvelle situation, d'une nouvelle approche par le gouvernement du

LE rapport du Dr Nietschmann, « Violations des droits des Indiens Miskitos au Nicaragua » a été présenté le 3 octobre 1983 devant la Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Inter-Américains. Il est publié en français dans le bulletin de janvier 1984 du C.I.S.I.A. : Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique, 2A, Bd des Professeurs Sourville, 44000 Nantes.

Nicaragua du problème indien. Parce que la situation n'était vraiment pas bonne sous Somoza. Et donc, moi-même et d'autres collègues qui connaissions les faits, étions vraiment pleins d'espoir et nous pensions que le nouveau gouvernement comprendrait les situations particulières des peuples indiens de la côte est.

C'était juste avant l'arrestation du leadership du Misurasata ?

Oui, parce que ces arrestations ont mis un terme aux discussions entre les leaders indiens et le gouvernement de Managua, à la possibilité d'éduquer le nouveau gouvernement et à la possibilité pour les Indiens eux-mêmes de déterminer ce qu'ils attendaient de la révolution.

Après ce premier conflit majeur, y a-t-il eu d'autres occasions pour arranger les choses ?

Non, pas vraiment. Depuis cette époque il n'y a pas eu de réelles tentatives de négociations. Depuis 1981, la politique a été d'asseoir un contrôle politique et militaire dans les villages et, en conséquence, à la fin de 1981, la première brigade de guerriers a commencé à opérer de façon indépendante. D'après ce que j'ai pu rassembler, les Sandinistes ont montré très peu d'intérêt pour les leaders Indiens qui ont essayé de leur expliquer comment marchait l'économie indienne. Au contraire, ils ont affirmé que les Indiens étaient culturellement en retard et la discussion s'est centrée entièrement sur les questions de sécurité nationale et sur la question des manipulations de la CIA.

Que doivent faire les Sandinistes pour arriver à une sorte de réconciliation avec les guerriers Miskitos et avec le Leadership du Misurasata ?

Il faudrait que les Sandinistes s'assoient et discutent. Il faudrait également qu'ils relâchent les leaders Miskitos emprisonnés reconsidèrent le retour des réfugiés, permettent la sortie des gens qui sont dans des

camps de relèvement afin qu'ils retournent dans leurs villages. Il est important de comprendre que la lutte des Indiens n'est pas dirigée contre les Sandinistes, bien que ceux-ci représentent l'actuelle force oppressive en pays Miskito et qu'ils soient probablement la force militaire la plus puissante en Amérique centrale qui soit repoussée actuellement avec succès.

Y-a-t-il un espoir que le gouvernement sandiniste propose un accord de paix ?

Je suis sûr que les Sandinistes ont maintenant réalisé l'importance du problème. Le fait que leurs troupes n'aient pu vaincre les guerriers indiens et qu'elles n'aient pas été capables de localiser leurs camps de base, sont de bonnes indications démontrant qu'une pression militaire continue contre les populations civiles et les guerriers Miskitos, Sumos et Ramas ne peut réussir. Ce serait un changement politique important et une évolution considérable si le gouvernement sandiniste reconnaissait maintenant les droits des Indiens en tant que peuple distinct. Mais cela n'arrivera que si les sandinistes veulent apporter une solution pacifique à ce conflit qui, d'après ce que j'ai pu voir, est de leur propre responsabilité. De leur côté, les Miskitos disent très fermement que désormais leur but est l'autodétermination et ils sont très clairs en déclarant qu'ils combattront quiconque tentera d'occuper leur territoire.

D'autres commentaires ?

Oui, seulement qu'il est regrettable qu'il faille un étranger pour rendre cette histoire crédible, quand il existe 15 000 Indiens au Honduras et de nombreux autres au Costa Rica qui peuvent témoigner de la tragédie qui est arrivé à leurs villages. Mais, c'est ainsi que le monde fonctionne : parce qu'ils sont directement touchés, ils sont considérés comme des groupes d'intérêt et ainsi rendus non crédibles. Un effort considérable est déployé pour nier la réalité de la situation et la répression que les Indiens ont subie ainsi que leur résistance. Les progressistes, puisqu'ils veulent ainsi être appelés, contribuent largement à ce silence pour protéger une image positive du gouvernement du Nicaragua. Je pense, qu'au mieux, ils sont naïfs, car tout gouvernement a de nombreux visages et l'on ne peut pas prétendre que tous ces nombreux témoignages sont fabriqués par la CIA.



REMEMBER

- En 1981, tout le leadership indien a été arbitrairement arrêté, interrogé et emprisonné ;
- L'organisation indienne Misurasata a été dissoute par le gouvernement ;
- Les droits des indiens à l'autodétermination de la terre et aux ressources ont été abrogés par le gouvernement ;
- Jusqu'à 14 500 indiens ont été déportés dans des camps où ils ont été détenus et où la liberté de mouvement était incertaine ;
- Environ 13 000 indiens se sont réfugiés dans des camps au Honduras pour éviter la déportation dans les camps du Nicaragua ;
- En janvier et février 1982, 39 villages ont été complètement détruits par les forces sandinistes, y compris le bétail, les affaires personnelles, les récoltes, les arbres fruitiers. Jusqu'à aujourd'hui aucune compensation n'a été versée ;
- Toute la région indienne a été sous la loi martiale, même au niveau des villages ;
- Plusieurs centaines d'Indiens ont été blessés, arrêtés et emprisonnés dans une escalade de conflits. Il y a des témoignages crédibles de nombreux meurtres et dans aucun cas le gouvernement n'a fait de rapport.



LE TEMPS DE LA RECONCILIATION ?

Loin de Managua et de Washington, une position indienne émerge au Nicaragua.

L Commandant Daniel Ortega, coordinateur actuel de la Junte sandiniste, a émis le 1^{er} décembre 1983 une proclamation étendant l'amnistie aux Indiens Miskitos, Sumos et Ramas en conflit avec le gouvernement nicaraguayen. La déclaration d'amnistie, qui couvre la période de décembre 1981 à décembre 1983, a été immédiatement suivie de la libération de quelques 300 Miskitos des prisons nicaraguayennes. Nombreux sont les prisonniers Miskitos relâchés qui ont été détenus pendant deux ans sans chef d'accusation.

Ces deux dernières années ont vu un conflit croissant éclater entre les troupes sandinistes et les guerriers Miskitos, Sumos et Ramas. Ce conflit, rapporté de façon internationale mais largement mal compris dans la presse occidentale, a commencé début 1981 par une série de violents incidents entre les Indiens de la région de Zelaya (connu sous le nom de la Mosquitia) et les forces militaires sandinistes.

Les racines de ce conflit étaient variées et complexes. Pour les Miskitos, Sumos et Ramas, c'était une reconnaissance en tant que peuple distinct avec le droit à l'autodétermination territoriale et politique ; une étude correcte et une démarcation de leurs

terres ; la détermination par les Indiens de la politique économique de leur région. Pour le gouvernement sandiniste, c'était la sécurité du territoire du Nicaragua face à une possible intervention militaire des Etats-Unis et du Honduras ; le développement de la terre et des autres ressources naturelles dans la région de Zelaya pour l'économie du centre du Nicaragua ; l'assimilation du leadership indien dans les organisations sandinistes de masse.

Les premiers conflits de 1981 ont conduit à une militarisation intensive de la Mosquitia et à la déportation de nombreux villages indiens après que les récoltes et les vergers aient été détruits. Plusieurs groupes de guerriers Miskitos ont pris une attitude de défense contre la force militaire sandiniste et au même moment des milliers de Miskitos, Sumos et Ramas se sont réfugiés dans des camps au Honduras et au Costa Rica.

La guerre menée par les guerriers Indiens de la Mosquitia devint la guerre la plus importante parmi les trois guerres qui ont été engagées contre les forces armées nicaraguayennes. C'est aussi une situation beaucoup plus complexe, distincte des conflits des ex-somozistes et des ex-sandinistes contre la Junte de Managua. Les observateurs des droits des Indigènes de tout l'hémisphère se posent des questions sur la sagesse de la politique sandiniste dans les territoires indiens de la côte Est et demandent une compréhension plus profonde et plus progressiste de la culture indienne régionale et des droits économiques et politiques. Des rapports substantiels démontreront qu'une guerre coloniale croissante est aussi apparue.

Les autorités sandinistes ont récemment critiqué leur propre politique en territoire Miskito. Lors de l'annonce de la nouvelle amnistie, le commandement Ortega a qualifié la déportation des villages « d'erreur » et le commandant Tomas Borge a décrit d'une façon similaire les conflits de la côte Atlantique en les traitant de résultat « de politiques stupides de notre pays ».

Sur leur côté, les représentants de l'organisation indienne Misurasata ont déclaré que l'amnistie annoncée « est

une étape positive et bien venue, une condition de base et une preuve de bonne foi pour des négociations ». Brooklyn Rivera, leader Misurasata, déclara avec réserve que l'amnistie « doit être analysée profondément pour que les aspects politiques et légaux soient clarifiés ».

« Nos villages ont déjà été dévastés, notre peuple dispersé en Amérique Centrale et des centaines de gens sont morts » a déclaré Amstrong Wiggins, un indien Miskito travaillant à Washington sur les droits des Indigènes. « Mais, a-t-il ajouté, l'amnistie est une première étape positive pour limiter les hostilités ».

Ce qui est en jeu maintenant, selon les leaders du Misurasata, est : la complète démilitarisation des communautés de la Mosquitia, la reconnaissance de l'autonomie politique, la reconnaissance du droit indien à assurer leur propre responsabilité de la côte Atlantique. « Ce n'est pas avec plaisir que les maquisards abandonneront leur détermination au combat » ajouta Wiggins. « Tant qu'une solution pacifique basée sur le respect mutuel ne sera pas trouvée ».

Akwesane Notes

L'avant-garde dévoilée...



UN APPEL DE M.A.M.A.N.

Pascal Mignot, animateur socio-éducatif à Laon, a décidé de ne pas accepter le service militaire. Il s'est rendu à la caserne de Noyon ce 1^{er} février avec la ferme intention de refuser le port des armes et de l'uniforme. En effet, l'embrigadement et le casernement sont en totale contradiction avec son idéal ; le respect des droits de l'homme quant aux choix de sa vie. C'est pourquoi à son arrivée, il a commencé une grève de la faim. Le Mouvement Antimilitariste et Antinucléaire (M.A.M.A.N.) de Laon soutient Pascal dans cette lutte légitime. Nous ne pouvons le laisser seul face à l'intransigeance de l'institution militaire. L'insoumission coûte chère dans notre société dite libérale : deux ans de prison. Nous demandons la libération immédiate et sans condition de Pascal et appelons toute personne sensibilisée par son action à lui écrire : Pascal Mignot, Maison d'Arrêt, rue de la Défense Passive, 80000 Amiens. Pour toute information complémentaire : M.A.M.A.N., 4, rue Vinchon, 02000 Laon.

34



ABROGATION DU PROTOCOLE ARMÉE/ÉDUCATION NATIONALE AFFICHEZ-VOUS

Le CLAPHS (Comité Lutte Abrogation Protocole Hernu-Savary) d'Angoulême (qui se transforme actuellement en groupe antimilitariste) vient d'éditer un poster de soutien contre le protocole Hernu-Savary. Les prix sont les suivants : 10 F le poster, 7 F à partir de 10, 5 F à partir de 50. Existe en noir sur fond blanc, jaune, bleu, marron et mauve. Les commandes doivent être adressées à : A.D.I.R., BP 82, 16001 Angoulême Cedex.

FÉMINISME EN QUESTION

« Dans quelle mesure un mouvement contestataire tel que le féminisme est-il subversif ou un simple régulateur de la société capitaliste ?

Grâce à des exemples historiques contemporains, ces textes illustrent cette contradiction au sein du féminisme et nous incitent au mouvement de recul nécessaire pour comprendre les phénomènes actuels de reflux de l'après-68.

L'autre intérêt de cet ensemble d'articles venus d'ailleurs est de réinterroger un concept aussi galvaudé que celui de féminité.

Chacune des dimensions de la différenciation, la classe et le sexe, doit donc être prise en considération dans l'analyse, ce qui permet, d'une part, de sortir du climat de victimologie dans lequel a longtemps baigné le féminisme et, d'autre part, en prenant la féminité comme une catégorie politique plutôt que biologique, d'analyser d'autres phénomènes de domination et de subordination ». (extrait de la préface d'Annick Houel).

• Nicole Laurin-Frenette, Yolande Cohen, Kathy Ferguson : « Femmes : pouvoir, politique, bureaucratie » (IRL/Atelier de Création Libertaire, 13, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon). 138 p., 30 F.

TRANSPORTS LIBERTAIRES

Un nouveau bulletin édité par l'Union Transports des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.). La situation des cheminots et la nécessité d'une riposte d'ensemble. « Cheminots, secouons la torpeur qui nous gagne depuis mai 81. Les patrons sont arrogants, soyons conquérants ! ». Si vous désirez les contacter ou diffuser le bulletin, écrivez en envoyant vos coordonnées personnelles et professionnelles aux Editions « L » (sans autre mention), BP 33, 75525 Paris Cedex 11.

CONFIDENTIEL DÉFENSE

Le dernier dossier des éditions « Avis de Recherche » : « Les ordonnances de 59 ou les citoyens-soldats ». Faisant le point sur les ordonnances de janvier 1959 et l'actualisation de ces textes par le gouvernement de la gauche, ce dossier lève le voile sur la France militaire qui existe aujourd'hui en doublure de la France civile, que ce soit à l'échelon des ministères, des préfectures et même des directions d'entreprises.

Aujourd'hui, dans les écoles d'officiers, on apprend de A à Z comment organiser des réquisitions tous azimuth en cas de crise ou de guerre. Tout est déjà prêt : les listes d'entreprises à militariser, les affectations collectives des Français, les coupons de réquisitions d'immeubles et de véhicules.

Les documents « confidentiel-défense » qui sont publiés dans ce dossier se passent de tout commentaire. Ils sont édifiants et accablants à la fois.

• AVIS DE RECHERCHE, Dossier n° 5, 40 p., 15 F (B.P. 53, 75861 Paris Cedex 18).

MARCHAND DE CANONS

La Fédération Anarchiste Italienne a organisé un colloque sur « L'industrie de guerre et la militarisation de l'Etat » à Livourne les 11 et 12 février. Deux cent personnes ont participé aux travaux. Au menu : l'industrie de guerre en Italie ; la fonction du welfare ; les nouveaux militaires : de l'armée à la cogestion de l'industrie de guerre ; la politique italienne en Méditerranée ; la militarisation de la Sardaigne et celle de la Sicile. Un rassemblement est prévu à Comiso à Pâques avec un objectif de 50 000 manifestants. Le journal « Umanita Nova » a publié certains des rapports introductifs. Profitons-en pour rappeler que l'Italie compte un excellent journal libertaire antimilitariste, « Senza Patria ».

SUIVEZ LE GUIDE !

Ce n'est pas les dernières interventions des paras en Afrique, ni les accords Hernu-Savary qui pourront nous faire croire que la lutte contre la militarisation n'a plus de raison d'être. Parce que la société que nous désirons ne ressemble nullement à une société basée sur l'autorité et le militarisme... Parce qu'une nouvelle loi sur l'objection de conscience a été votée. Une nouvelle réédition du Guide de l'Objecteur est en cours. Le choix reste le même : à savoir un guide pratique, simple, aéré, qui puisse être lu par le plus grand nombre. Plus fourni que la dernière édition, il expliquera plus profondément la nécessité d'une lutte collective et le choix de l'insoumission au service civil. Mais, pour éditer cette brochure, un problème financier se pose. C'est la raison pour laquelle nous lançons une souscription. Les dons et chèques sont à envoyer à : Objection Collective, c/o CEP 5006 St-Jean, 69245 Lyon Cedex 5, chèques libellés au nom de Karagiannis Fernand.



RÉSISTER

Au sommaire de cette revue trimestrielle de débat syndical :

— les luttes pour l'emploi dans les entreprises en difficultés ; la « deuxième CFDT » par Gilbert Declercq ; un dossier immigration ; l'opposition C.F.D.T. ; salaires Fonction Publique ; le syndicalisme chilien ; le sport-corpo ; le débat sur l'enseignement ; et la rubrique des conflits. On passe commande à B. Négroni, 51, rue Daguerre, 75014 Paris.

DES OBJECTIONS EN MONDE RURAL

Le samedi 14 avril à Feurs, le groupe Objections en Monde Rural organise sa troisième grande fête, après celle de mars 80 à Montbrison et de février 81 à Chazelles. Cette fête régionale marque un double événement. Objections en Monde Rural, groupe antimilitariste ouvert à toutes les luttes locales et rurales existe depuis 10 ans dans la Loire et le Rhône. C'est un cas unique en France où les groupes qui luttent contre la militarisation sont souvent d'une durée éphémère et surtout très peu nombreux en rural. Le 14 avril sera la fête de ces 10 ans de résistance à la militarisation. Pour relater cette période, pour garder une mémoire collective et montrer que partout il est possible de s'opposer à la folie meurtrière de la guerre et de sa préparation, un « livre-brochure » de près de 300 pages vient d'être réalisé et sortira fin mars. Le 14 avril marquera l'événement régional que constitue cette parution. Enfin, et c'est aussi un des buts de cette fête, il faut à tout prix intensifier les luttes antimilitaristes, en faire de véritables luttes pour la survie. Dans le domaine de la militarisation, le gouvernement socialiste est l'égal du précédent, rien n'a changé... Au contraire même, sur certains points, le phénomène a gagné du terrain et envahit de plus en plus la vie civile. Alors, pas d'hésitation, tous à la fête et tous à vos carnets de chèques pour commander le livre « 10 ans d'objections en monde rural », 60 F en souscription, à adresser à J.M. Roulet, 16, rue Gabriel Cordier, 69650 St-Germain-au-Mont-d'Or.



17 ANS POUR 20 000 FRANCS

Jean-Michel Moriset et Jean-Pierre Jacquet, 26 ans, ont été condamnés au terme d'un procès de deux jours (les 5 et 6 décembre 83) à 10 ans et 7 ans de réclusion criminelle (perte des droits civils, libération conditionnelle pouvant être accordée seulement aux 3/4 de la peine, et non à la moitié) par la Cour d'Assises de Paris. A la mesure des faits, cette condamnation s'avère être d'une exceptionnelle gravité.

Auteur d'une tentative de hold-up dans une succursale du CCF, avenue Mozart à Paris, Jean-Michel a été arrêté alors qu'il sortait de la banque. Selon les témoignages du personnel de l'agence, aucune violence, aucune menace particulièrement outrancières n'ont été proférées en ces circonstances. Lors de son arrestation Jean-Michel a lâché immédiatement arme et « butin » (20 000 F) sur le sol sans opposer de résistance, pendant qu'un complice parvenait à s'enfuir. Une troisième personne a, par la suite, été interpellée dans une voiture en stationnement, Jean-Pierre Jacquet.

Dans la mouvance de l'autonomie et des mouvements libertaires, Jean-Michel et Jean-Pierre ont expliqué leur action comme un soutien apporté à une campagne d'information sur la mort inexplicquée de leur ami : Lahouari Ben Challal. Indifférent à leur sincérité, indifférent aux rapports d'experts psychiatres et aux témoignages rappelant l'authenticité des inculpés, l'avocat général, non sans malignité, a argué du terrorisme, martelant à plusieurs reprises le sigle Action Directe. Après un réquisitoire allant jusqu'à évoquer la réclusion à perpétuité, on se demandera qui (au nom de la Société dont chacun sait toujours à bon escient se réclamer) sont ici les criminels ? Jean-Michel et Jean-Pierre qui tout en restant fidèles à leur engagement militant ont reconnu leur erreur, ou ceux qui s'acharnent à les détruire par 17 ans d'emprisonnement ? Pour lui écrire : Jean-Michel Moriset, 129 106 H. D 3. G2.41, Fleury Mérogis, 7, avenue des Peupliers, 91705 Ste-Geneviève-des-Bois. Et pour tout contact : Librairie, 41, rue des Diamants, 75013 Paris.

LE PRINTEMPS A LYON

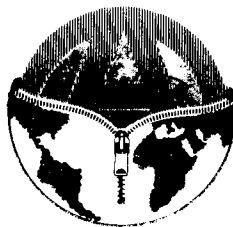
A la librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, les débats nouveaux sont arrivés. Voici sous réserve, la programmation du printemps 84.

Samedi 14 avril à 15 h : débat avec l'auteur de « Corse, la liberté, pas la mort » (Ed. Acratie), autour des problèmes passés et présents de la Corse.

Vendredi 20 avril à 20 h 30 : débat avec projection de diapos autour de « L'Atlas stratégique » (Ed. Fayard) avec la participation d'un des auteurs, G. Chaliand.

Samedi 5 mai à 15 h : débat sur le mouvement antimilitariste en France, avec M. Auvray auteur de « Objecteurs, Insoumis et Déserteurs » (Ed. Stock).

Samedi 19 mai à 15 h : Rencontre avec J. Chesneaux, historien, autour de son livre « De la Modernité » (Ed. La Découverte).



ANTI-BANALITÉS

A l'initiative de quelques personnes, se crée le Groupe de Réflexion Libertaire, ayant comme port d'attache Niort. Pourquoi : volonté de dépasser le cadre trop limitatif de l'antimilitariste (suite du CLO Niort) ; besoin de confronter et d'édifier des réflexions de type libertaire sur les problèmes d'actualité et, ceux plus généraux (y'en a marre des banalités anti-quelque chose) ; intérêt de se situer comme libertaire dans le monde contemporain ; envie de faire partager à d'autres nos documentations, collections... connaissances. Comment : pour l'instant, trois individus rédacteurs de cette plate-forme vous invitent à participer à leurs réunions mensuelles. Nous désirons faire un véritable travail d'étude avec : recherches, exposés, invités, comptes-rendus, publications... Pour nous contacter : Groupe de Réflexion Libertaire, 71, rue Champommier, 79000 Niort.

AUTO-RÉDUCTEURS ASSOCIÉS

Christian Drouet est passé en procès à Reims au tribunal de Grande Instance le 29.11.83 pour avoir refusé de payer intégralement ses factures d'électricité en défalquant les taxes et payant sa consommation au « juste prix ». Christian Drouet refuse de financer le programme électronucléaire français. Le refus du nucléaire est la raison principale de cette action de désobéissance civile. Quatre postulats fondent la politique électronucléaire française ; l'électronucléaire est condition de l'indépendance ; un supplément énergétique est indispensable ; le nucléaire est totalement fiable et sans danger ; l'énergie nucléaire est compétitive économiquement.

Qu'en est-il en réalité ? Brièvement : la France importe 80 % du dangereux minerai ; E.D.F. emprunte à l'étranger (endettement E.D.F. 180 milliards dont 70 en devises étrangères) ; E.D.F. a surévalué les besoins en électricité, les incidents et accidents sont nombreux ; l'énergie nucléaire est de loin la plus coûteuse et de plus elle ne crée pas d'emploi stable.

Voilà qui suffit amplement à justifier les autoréducteurs. En fait, le véritable enjeu de ce procès est la lutte que mène Drouet contre le nucléaire civil et militaire, danger réel pour les populations et l'environnement, alimentant la politique d'armement et de guerre du gouvernement.

Le CODENE (Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe), le Collectif antinucléaire et antimilitariste de Reims, l'Egrogore, dénoncent la répression dont est victime Christian Drouet et exigent l'annulation de toute poursuite judiciaire. Des cartes de soutien existent. Elles coûtent 5 F (défense d'auto-réduire). On les demande à : Autoréducteurs Associés c/o L'Egrogore, B.P. 1213, 51058 Reims.





GRAFFITOS

GRAFFITOS

GRAFFITOS

Graffitos, nouvelle rubrique. Les murs parlent et vous les écoutez. Bonjour les pinceaux en révolte et en poésie. Il y a toujours un graffitos intéressant à portée d'appareil. Alors, clic ! clac ! photo prise. Vous nous l'envoyez, nous la publions et vous gagnez un abonnement gratuit pour une ou un ami. Etonnant, non ?

